



LE JOURNAL DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION CGT • www.filpac-cgt.fr

impac

• novembre-
décembre 2024-
janvier 2025
CPPAP : 0715 S 07535
198
• 2,50€

L'ENTRETIEN / PAGE 8
**« Imaginer d'autres formes
de repolitisation
du syndicalisme »**

UN DE MOINS ! / PAGE 16
**Une minute
de soleil en plus**

**FILIÈRE PAPIER
PAGE 28**
**Stenay, autopsie
d'une papeterie**

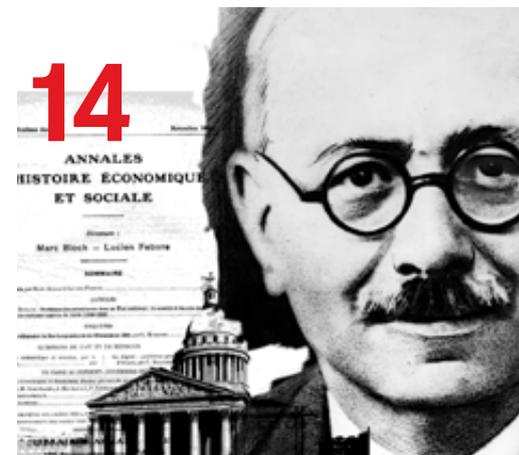
FILIÈRE PAPIER PAGES 24-27

**VERS UNE
NOUVELLE VIE
POUR LE PAPIER ?**

impac /198 sommaire



8



14



18



28



24

GRAND ANGLE pages 4-5

Résister pour continuer à vivre

POLITIQUE pages 6-7

L'indécis indécis

L'ENTRETIEN pages 8-13

« Imaginer d'autres formes de repolitisation du syndicalisme »

HISTOIRE pages 14-15

Marc Bloch, la mémoire récupérée

UN DE MOINS ! page 16

Une minute de soleil en plus

PRESSE pages 18-19

La Polynésie privée de presse nationale

PRESSE page 20

La propagande en circuit court

L'ACTU MONDE page 22

PAPIER pages 24-27

Vers une nouvelle vie pour le papier ?

PAPIER pages 28-30

Stenay, autopsie d'une papeterie

LECTURES

pages 34-36

BILLET D'HUMEUR page 38

Quand on n'a que l'humour



impac n°198 - novembre-décembre 2024 - janvier 2025 - CPPAP 0715 S 07535

Le journal des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication CGT

Directeur de la publication : Carlos Tunon

Ont participé à ce numéro : Jérémie Demay, Anne Duvivier, Yvon Huet, Georges Kaplan, Pascal Lefèbvre, Carlos Tunon

Coordination : Jérémie Demay, Pascal Lefèbvre

Maquette, direction artistique : Frédéric Joffre

Correction : Anne Duvivier / Photos : syndicats Filpac CGT, Adobe Stock, D.R. /

filpac cgt : case 426 - 263, rue de Paris - 93154 Montreuil Cedex - filpac@filpac-cgt.fr - www.filpac-cgt.fr -

Tél. : 01 55 82 85 74 / Imprimerie RIVET, 87000 Limoges.



La FILPAC CGT respecte les règles de triage ecocitoyen pour toutes ses publications



Cartons et emballages papier à trier

Concentrons nos efforts en 2025

 CARLOS TUNON,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FILPAC CGT

Chères et chers camarades,
Je profite de cet écrit pour vous souhaiter à toutes et tous ainsi qu'à vos proches une bonne année, et j'insisterai sur la santé. Santé qui va être primordiale dans la situation actuelle pour combattre les attaques que nous subissons. L'actualité sociale, qu'elle soit en France ou internationale est toujours aussi morose. Sur le plan international, les conflits armés s'enlissent. Il est cependant à noter en ce début 2025, la trêve entre Israël et le Hamas qui, espérons-le, se poursuivra pour se transformer en accord de paix. Cette trêve laisse derrière elle un champ de ruines, le régime fasciste de Netanyahu ayant détruit toutes les infrastructures nécessaires à la vie et tué des dizaines de milliers de civils innocents. Ce génocide sera inscrit dans l'histoire, quatre-vingts ans après celui des juifs par les nazis. La guerre entre la Russie et l'Ukraine se poursuit, alimentée par le soutien militaire et financier de nombreux pays de part et d'autre, sans aucun espoir de paix pour l'instant.



Le discours confus de politique générale à l'Assemblée confirme, sans surprise, la poursuite d'une politique Macron quoi qu'il en coûte.

2025 commence par la désignation d'un nouveau gouvernement avec à sa tête François Bayrou. Nouveau... entre guillemets puisqu'entre ceux qui sont reconduits comme Rachida Dati ou Retailleau, ceux qui reviennent comme Élisabeth Borne et ceux qu'on aurait souhaité ne jamais revoir comme Emmanuel Valls, on ne trouve pas grand-chose de neuf. Le discours confus de politique générale à l'Assemblée confirme sans surprise la poursuite d'une politique Macron, quoi qu'il en coûte.

Seul point positif de tout cela, la réforme des retraites revient au centre des débats, ce qui nous

offre une occasion de faire abroger ce texte qui n'est toujours pas accepté par 70 % de la population. La proposition de « conclave » du Premier ministre a peu de chance d'aboutir mais elle doit nous permettre à minima de réaffirmer nos positions et surtout nos propositions, notamment sur le financement, pour revenir dans un premier temps à 62 ans, avec l'abrogation de ce texte.

Dernier événement en date le 20 janvier, l'investiture de Trump.

Nous sommes entrés dans une nouvelle ère avec le fascisme décomplexé de ce 47^e Président qui va diriger une des premières puissances mondiales avec ses amis milliardaires, comme on dirige une entreprise du CAC 40.

Le programme est vaste, guerre contre l'immigration, suppression des droits des minorités LGBTQI+, annexion du canal de Panama, voire du Canada etc.

Le show à l'américaine des signatures de décrets a donné le ton de ce que va être la politique des États-Unis pour les quatre années à venir. La politique « libertarienne » comme ils l'appellent, se répand un peu partout dans le monde et semble être la voie qui permet d'appliquer les idées fascistes sans en avoir le nom.

Pas très positif, tout cela pour cette nouvelle année 2025 !

Il y a d'un côté ce qui est en place, lois, gouvernement, répression que l'on doit continuer à combattre, et de l'autre ce que l'on doit changer pour peser sur les décisions de nos dirigeants : concentrer nos efforts vers les travailleuses et les travailleurs, toutes catégories confondues, pour améliorer leurs conditions de vie et de travail et refaire de la retraite une nouvelle étape de la vie.

Je vous souhaite donc de belles luttes pour cette année 2025 ! ●

RÉSISTER POUR CONTINUER À VIVRE

 PASCAL LEFÈVRE

Nos gouvernants excellent dans l'art de l'inaction et du mépris. Et le nouveau Premier ministre, fidèle à cette tradition, se contente de détourner les yeux pendant que l'industrie française s'effondre. Depuis septembre 2024, plus de 300 plans de licenciements ont été annoncés. Entre juillet et septembre 2024, 120 supplémentaires sont venus s'ajouter à cette boucherie sociale. Résultat ? 300 000 travailleurs jetés à la rue, sacrifiés sur l'autel des profits, avec autant de familles plongées dans l'angoisse et, pour beaucoup, dans la misère. Dans nos secteurs d'activité, le carnage social ne nous épargne pas : CENPA, Tetra Pack, Papeterie Saint Michel, l'imprimerie SIB, RDM Blendecques, STENPA-Stenay, MILEE, etc.

Des milliers d'emplois directs et indirects supprimés sur l'autel du profit car dans la plupart des dossiers de fermetures, les sites sont viables, rentables, modernes mais ne dégagent pas assez de profit pour des actionnaires mondiaux qui se voient courtiser par le « make great America again » ou d'autres puissances impérialistes à coups d'aides fiscales et de suppressions de normes sociales et environnementales. Ces drames ne sont pas des accidents. Ils sont le produit d'un système cynique, d'une politique de classe au service des puissants. À l'encontre de ce qui se passe, aux USA, en Inde, en Chine ou en Norvège ou Suède par exemple, le pouvoir macronien en place accompagne les milliardaires de la planète dans leur migration industrielle et financière.

Là où d'autres font de l'interventionnisme économique, nationalisent des entreprises voire des secteurs d'activité entiers, font du protectionnisme une arme fatale contre la mondialisation libérale et pour la sauvegarde de leurs industries, le macronisme et ses avatars sociaux-démocrates et de droite libérale sont plus ultralibéraux que les plus libéraux de la première puissance économique mondiale.

Quand en 2002, Lionel Jospin affirmait qu'en tant que Premier ministre, il ne pouvait pas intervenir contre des plans de licenciements, il posait clairement la volonté d'élites politiques soumises au marché et au diktat patronal, d'un laisser-faire vis-à-vis du patronat et des milliardaires.

Pas étonnant que vingt années après, ce soient les fonds de spéculation mondiaux qui dictent la politique économique de la France, à l'instar d'un Black Rock ou d'un MC Kinsey qui s'invitent à l'Élysée comme à Matignon pour dicter leurs lois en fonction de leurs besoins.

Chaque semaine, des centaines d'emplois disparaissent

dans l'indifférence générale. Les médias passent sous silence les fermetures de PME, et lorsque ce sont des sites entiers de production qui ferment leurs portes, le pouvoir reste muet. Plutôt que de défendre les travailleurs, nos dirigeants préfèrent préparer les prochaines élections ou satisfaire les appétits des actionnaires.

L'EMPIRE TRUMP CONTRE-ATTAQUE

Mais le pire est ailleurs. Tandis que l'industrie meurt, une autre menace grandit : l'extrême droite progresse partout, détruisant nos démocraties. Ce n'est plus une ombre lointaine, c'est une réalité. Aux États-Unis, Trump a déjà montré comment allier fascisme et capitalisme sans le moindre scrupule. Ce n'est pas un hasard si Bernard Arnault était présent lors de son investiture. Ici, Bolloré mène la danse, injectant des milliards pour diffuser des idées réactionnaires et faire du racisme une opinion « respectable ».

Avec leurs médias, ces milliardaires empoisonnent les esprits. Ils tordent la liberté d'expression pour en faire une arme au service de la haine et des fake news. Regardez Elon Musk : ce milliardaire sud-africain, élevé dans la nostalgie de l'apartheid, mime un salut nazi et s'en sort avec des excuses ridicules. « *Mauvaise interprétation* », disent certains. Mauvaise interprétation ? C'est lui qui défend l'AFD, l'extrême droite allemande. C'est lui qui critique l'extrême droite britannique, qu'il juge trop modérée. C'est lui qui fréquente la fasciste italienne Méloni et la promeut comme un modèle à suivre en Europe. Ce type est un fasciste décomplexé, et il a les moyens de ses ambitions.

CHAMPAGNE !

Et chez nous ? La dédramatisation de l'extrême droite avance à grands pas. On nous demande de croire que Marine Le Pen serait différente de son père, que l'extrême droite d'aujourd'hui ne serait pas celle d'hier. Quelle farce ! Celle là-même qui sitôt l'apprenti nazi refroidi, revendique l'héritage et excuse les dérapages négationnistes de son abject paternel. L'histoire montre que derrière leurs sourires de façade se cachent toujours les mêmes objectifs : diviser, écraser, dominer, « raciser », exclure. Et nos institutions, tordues par des décennies de lois d'exception, leur ont déjà préparé le terrain.

Retailleau, Bayrou et consorts continuent l'œuvre macabre d'hystérisation de la haine de « l'étranger », musulman de préférence, nostalgiques du temps des colonies. L'affaire du conflit avec le gouvernement algérien est symptomatique de ce dédain d'État, tout comme les propos de Macron à l'encontre des pays africains leur reprochant leur manque de reconnaissance des bienfaits de la colonisation et de l'occupation par nos armées de leurs pays.

La honte est sur eux quand ils reconnaissent dans le défunt Le Pen, un grand homme politique et condamnent celles et ceux qui ont manifesté leur joie et sabré le champagne à



Les démocraties libérales se transforment en oligarchies autoritaires (...)

l'annonce de l'œuvre salubre de la faucheuse, retirant cet ignoble individu de l'humanité. J'en ai fait partie et le champagne était délicieux ! Un seul regret, la camarade aurait pu, dans son bienfaiteur élan, faucher le reste de la famille, j'aurais pu ouvrir un magnum !

GOUVERNEMENT ANTISOCIAL

Ce gouvernement, comme tous ceux de la macronie depuis bientôt sept années, s'enfonce un peu plus dans ce racisme d'État assumé, chacun promulguant sa loi anti-immigration plus infecte et liberticide que la précédente.

La lutte contre les réfugiés fuyant les guerres, la misère la plus absolue servent de paravent pour détourner le regard de la population des mesures antisociales prises à l'encontre des travailleurs et des retraités, imposées par une violence d'État propre aux régimes les plus autoritaires.

Regardez la réforme des retraites : imposée par la force, contre la volonté populaire. Regardez la réforme du RSA qui va plonger des centaines de milliers de personnes dans la grande pauvreté, voire littéralement à la rue. Regardez la répression des manifestations : des matraques pour ceux qui osent résister. Regardez les condamnations pénales de dizaines de militants syndicaux, de personnes accueillant ou venant en aide à des réfugiés et à des migrants.

Quand l'opposition bloque le gouvernement, elle est accusée de « *saboter la nation* ». Ces discours gangrènent jusqu'au sommet de l'État. Les démocraties libérales se transforment en oligarchies autoritaires pour reprendre les propos de l'historien, anthropologue et démographe Emmanuel Todd. Mais rien n'est écrit. Le fascisme n'est pas une fatalité. À nous, syndicalistes, de mener la lutte au quotidien, sans laisser le moindre espace d'expression à cette idéologie nauséabonde.

De même, chaque plan de licenciements peut être combattu, chaque fermeture d'usine peut être dénoncée. Il n'y

a aucune fatalité, mais les choix de nous mettre dehors sont des choix de gestion assumés par les actionnaires et leurs représentants.

Nous avons les moyens, en analysant les comptes, en exposant les magouilles, en mobilisant massivement, de nous y opposer et d'imposer des alternatives. Nous l'avons déjà fait comme à Tarascon ou à Wizernes et comme les camarades réussiront à le faire à la Chapelle Darblay. La solidarité et l'action collective sont nos armes.

Le patronat et l'extrême droite veulent nous diviser pour mieux nous écraser. Mais leur alliance a un objectif clair : nous asservir et nous faire taire. Résister, c'est défendre chaque emploi, chaque famille, chaque voix. C'est empêcher le Rassemblement national de prospérer sur la misère sociale.

Nous sommes à un tournant historique. Aux crises politiques et économiques s'ajoutent des crises climatiques dévastatrices. Le capitalisme empoisonne tout : nos corps, nos esprits, nos terres. Leur chantage à l'emploi doit cesser. Produire mieux est possible. Il le faut, pour nos vies et celles des générations à venir.

Car comment vivrons-nous dans un monde où l'air sera devenu irrespirable, l'eau polluée, et les sols stériles ? Le combat écologique est indissociable du combat social. La révolution des consciences ne peut plus attendre. Combattre les pollutions des sols et des esprits est une urgence absolue.

Nous ne sommes pas condamnés à subir. Organisons-nous, luttons ensemble, et construisons une société juste et durable. La résistance est notre seule option. Et elle commence aujourd'hui. ●

L'indécis indécents

 JÉRÉMIE DEMAY

La nomination de François Bayrou à Matignon est non seulement une aberration politique, mais incarne aussi le mépris d'Emmanuel Macron pour les résultats des élections législatives. Le Président refuse toujours sa défaite et la cohabitation.

Il est fort, ce Bayrou. Avec la composition de son gouvernement, le maire de Pau organise déjà les Journées du Patrimoine ! Il recycle des anciens Premiers ministres, sort du formol d'anciens socialistes et cautionne la répression contre les citoyens en maintenant Bruno Retailleau à l'Intérieur tout en installant Gérald Darmanin à la Justice. Mais plus impressionnant que ce retour vers le passé, François Bayrou développe une capacité hors du commun : celle de ne croire qu'en lui. Son rêve ultime de conquérir l'Élysée n'est pas encore réalisé, mais Matignon est un joli lot de consolation.

Commissaire à rien

En 2017, il avait milité aux côtés d'Emmanuel Macron pour la présidentielle. Lui qui n'avait jamais réussi à imposer le « centre » comme crédible, voit son poulain remporter l'élection avec sa fameuse théorie du « en même temps ». En retour, il effectue un passage éclair comme Garde des Sceaux, avant de sortir par la petite porte avec une mise en examen dans la poche pour des soupçons d'emplois fictifs au sein du Parlement européen, qui auraient, selon les enquêteurs, servi à payer des salariés du MoDem. Macron le recase au Haut-Commissariat au Plan, tout en lui permettant de rester maire de Pau, président de son agglomération et, bien sûr, président du MoDem. Bilan des opérations : pas grand-chose, à part des notes et quelques publications qui, d'après plusieurs rapports parlementaires, s'inspiraient fortement d'organismes comme France Stratégie. Preuve de l'indigence du Haut-Commissariat au Plan : il n'a même pas contribué au grand plan de développement décennal baptisé France 2030. Cette mission a été confiée au Secrétariat général pour l'investissement. Heureusement, François Bayrou n'est pas rémunéré pour cette mission, mais ce titre pompeux lui permet d'exister au-delà du Béarn.

« Bayrou, c'est pire que tout »

C'est un peu la signature de François Bayrou : vouloir exister, même quand les vents sont contraires. Pendant l'élection présidentielle de 2007, tous les sondages le donnent sous la barre des 5 %. Mais le 8 avril, dans le quartier de la Meinau à Strasbourg, un gamin tente de lui faire les poches. François Bayrou lui met une gifle devant les caméras. Effet immédiat : il grimpe dans les intentions de vote et finit à une inespérée troisième place avec 18,57 %. Ce retour surprise sur le devant de la scène lui permet, lors des municipales de 2008, de placer le MoDem comme arbitre dans de nombreuses villes, fai-



sant alliance avec la droite ou la gauche, selon le sens du vent.

À partir de 1993, il devient ministre de l'Éducation nationale sous le gouvernement Balladur, qu'il soutient pour la présidentielle de 1995. Las, Jacques Chirac l'emporte au second tour devant Lionel Jospin. Pas de problème pour le Palois, qui n'hésite pas à se vendre à Jacques Chirac dès le soir du premier tour. Une attitude qui a fortement déplu à Simone Veil, comme elle s'en souvient dans un article publié dans *Le Monde* en 2007 : « *C'est indécent de se précipiter de la sorte.* » Pour elle, « *Bayrou, c'est pire que tout.* » Dans le même article, elle brosse le portrait d'un François Bayrou sans consistance ni idéologie. Quand il était à l'Éducation, il avait souhaité réformer le financement des écoles privées en « *déplafonnant les subventions des collectivités locales au bénéfice des écoles privées* », se souvenait Simone Veil. Et sa justification ? « *Il a répondu qu'il s'en fichait, qu'il voulait pouvoir mettre ses enfants dans le privé. Il a surtout mis un million de personnes dans la rue.* »

Mais l'important est ailleurs pour l'égocentriste. Sa danse du ventre a dû plaire à Jacques Chirac puisqu'il intègre le premier gouvernement Juppé pour continuer à ne rien faire à l'Éducation.

Le cumulard opportuniste

Le professeur agrégé de lettres classiques aime donner la leçon à tous les incultes qu'il croise. Pour le mariage pour tous ? Il n'est pas contre, enfin, pas complètement : il préfère le terme « union civile » avec les mêmes droits que le mariage. Et puis, « union civile » pour des personnes de même sexe heurte moins ses grandes oreilles. Même posture d'entre-deux pour l'inscription de l'IVG dans la Constitution, s'interrogeant sur « *l'utilité pour le pays* ».

Cela ne doit pas être simple d'être centriste. Ne jamais prendre position fermement. Le

... Non, jamais je ne conteste
Ni revendique ni ne proteste
Je ne sais faire qu'un seul geste
Celui de retourner ma veste,
de retourner ma veste
Toujours du bon côté...
L'opportuniste. Jacques Dufranc



Mais plus impressionnant que ce retour vers le passé, François Bayrou développe une capacité hors du commun : celle de ne croire qu'en lui.

cumul des mandats ? Un coup, il est pour ; un autre, contre ; après, il veut un aménagement, avant d'assurer finalement que le cumul, c'est chouette. En 1997, quand Lionel Jospin commence à évoquer une loi contre le cumul des mandats, le député et président du conseil général François Bayrou dit non pour respecter le « *lien entre l'élu et le terrain* » (sauf pour les ministres, précisait-il à l'époque). En 2007, il défend bec et ongles le non-cumul. Et en 2022, il retourne sa veste : le cumul, c'est de nouveau son dada. Ainsi, il souhaite rester Premier ministre, maire de Pau et président de l'agglomération. D'ailleurs, au sein du gouvernement la même règle s'applique, permettant à François Rebsamen de rester président de la métropole dijonnaise.

Pas de pot pour Mayotte

Mais être responsable politique demande de savoir faire des choix. Pour l'instant, François Bayrou a démontré son incapacité à trancher. Un cyclone dévaste Mayotte et, « en même temps », un conseil municipal se tient à Pau... Pile ou face ? C'est Pau qui l'emporte, et tant pis si, à Mayotte, les habitants crèvent faute d'aide. Retailleau s'en occupe. Quand François Bayrou termine enfin de traiter les affaires courantes de Pau, il se rend à Mayotte, accompagné de Manuel Valls, le ressuscité catalan parachuté aux Outre-mer, et de la boute-en-train Elisabeth

Borne, qui, pour toute réponse, tourne le dos à des habitants dépités.

« *Maintenant, les ennuis commencent* », a-t-il cru bon de paraphraser François Mitterrand. Comment vont se dérouler les arbitrages sur le budget, toujours pas adopté pour 2025 ? Darmanin veut construire plus de prisons, et Retailleau souhaite une nouvelle loi sur l'immigration. Quelle orientation prendra l'indécis François Bayrou ? Pour mémoire, lui qui aime se présenter comme un adversaire de l'extrême droite avait laissé des candidats de l'UDF, qu'il présidait alors, s'associer avec le FN pour remporter des régions en 1998. Décidément, la seule vraie conviction de François Bayrou reste sa haute idée de lui-même.

Urgent d'attendre

Lui, qui ne cesse de réclamer de la cohérence démocratique en militant pour le vote à la proportionnelle, exerce une forte pression sur le président de la République pour s'installer à Matignon, méprisant ainsi le choix des électeurs lors des dernières législatives. À l'instar de son prédécesseur Michel Barnier, son groupe politique ne pèse pas grand-chose à l'Assemblée nationale. Bayrou a annoncé un gouvernement d'union nationale, mais son équipe se compose de la droite dure associée à des personnalités « de gauche »... autant que Bolloré aime la liberté de la presse.

Les citoyens dans tout ça ? François Bayrou doit avoir des dossiers plus importants à traiter. Il souhaite, par exemple, réfléchir à un aménagement de la réforme des retraites. Les discussions ne devront souffrir d'aucune condition préalable. Donc, les syndicats espérant une abrogation pure et simple peuvent aller se faire cuire un œuf. L'urgence climatique ? Rien à déclarer. Le pouvoir d'achat des Français ? Chaque chose en son temps.

Bienvenue sur la planète Bayrou

Finalement, les Guignols de l'info l'avaient bien résumé : « *Bienvenue sur la planète Bayrou. Une planète entièrement peuplée de François Bayrou.* » La météo de cette planète ? « *Demain, il ne fera ni chaud ni froid. Une planète où jamais une décision n'a été prise.* » Avec François Bayrou à Matignon, il sera difficile de mourir de rire. ●

“ Imaginer d'autres formes de **repolitisation** du syndicalisme ”

Pour l'historien Stéphane Sirot, la crise du syndicalisme n'est pas une fatalité. Spécialiste de l'histoire des grèves et du syndicalisme, il enseigne l'histoire politique et sociale du XX^e siècle à l'université de Cergy-Pontoise, ainsi que l'histoire des relations sociales à l'Institut d'administration des entreprises de l'université de Nantes. Selon lui, l'émiettement des organisations syndicales et leur dépolitisation progressive sont les principales causes de cette crise. Il estime que le travail de terrain et la pédagogie des luttes sont essentiels pour renforcer les syndicats.



Un sondage, fin novembre, commandé par *Le Monde*, la fondation Jean-Jaurès, l'institut Montaigne, etc., montre que 4 % des Français ont une totale confiance dans les syndicats, 35 % ont confiance. En revanche, 37 % n'ont pas confiance et même 24 % n'ont aucune confiance dans les syndicats. Ces données sont-elles révélatrices d'un phénomène ou sont-elles inquiétantes ?

Elles sont les deux à la fois. Pour être un peu moins pessimiste, quand on regarde d'autres études réalisées comme le baromètre du dialogue social de Sciences Po et du CEVIPOF, qui est en continu, permettant d'avoir un suivi dans la durée, ces études montrent que, même si la défiance reste malgré tout majoritaire, il n'en reste pas moins que le dernier baromètre indique un certain regain de confiance envers les syndicats, suite aux mouvements contre la réforme des retraites. Certes, ils ont échoué sur leurs revendications, mais fait l'unanimité en termes de participation et de revendications. Ce regain de confiance envers les syndicats est à mettre en parallèle avec la défiance envers les partis politiques. Je ne sais pas si cette situation du « moins pire » peut être une source de satisfaction. Dans le dernier baromètre du CEVIPOF, plus de 80 % des Français expriment leur défiance vis-à-vis des partis politiques. En fait, les différentes formes d'organisations de notre société et tout ce qui est apparenté, plus ou moins, à un système de pouvoir, sont mal perçus. C'est vrai pour les partis politiques, c'est également le cas pour les médias. D'une certaine manière, dans une frange de la société, c'est sans doute aussi le cas pour les organisations syndicales qui ne sont pas toujours perçues comme des contre-pouvoirs efficaces. Au fond, elles peuvent donner l'impression de représenter un salariat mieux inclus que la moyenne dans le système économique et social. Résultat : chez certains, il peut y avoir une représentation du champ syndical assimilé à celui du pouvoir. Après, toute une série d'éléments me semblent plus inquiétants.

« Avoir des adhérents, c'est bien ; avoir des militants, c'est mieux ! »

Lesquels ?

Les taux de syndicalisation, par exemple. Certes, là encore, suite au mouvement contre la réforme des retraites, les organisations ont enregistré un regain d'adhésions, il n'en reste pas moins qu'il faudra s'assurer que ces adhésions soient pérennes. Les syndicats en font tous les ans, mais ces derniers temps ils avaient tendance à perdre davantage qu'ils n'arrivaient à capter. Par ailleurs, les taux de syndicalisation restent à des niveaux assez faibles. On tourne autour de 10 à 11 %. Dans notre société, nous n'avons pas eu en permanence de taux aussi faibles. Pendant les Trente Glorieuses, le taux était entre 20 et 25 %, c'est-à-dire presque le double de ce qu'il est aujourd'hui. Il y a là un problème, qui d'ailleurs rejoint aussi celui de l'implantation du syndicalisme. Un autre élément me semble problématique, au-delà de l'adhésion, c'est la question de l'engagement.

C'est-à-dire ?

Avoir des adhérents, c'est bien ; avoir des militants, c'est mieux ! Quand on regarde l'étude menée par la Dares (direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques, qui dépend du ministère du Travail), parue en 2023 et qui sort régulièrement, on apprend qu'en une dizaine d'années, les adhérents affirmant participer régulièrement aux activités de leur syndicat ont baissé de 10 %. D'après cette étude de 2023, nous sommes à 21 % des personnes interrogées se déclarant actives dans leur syndicat. Inversement, quand on regarde les adhérents disant qu'ils participent rarement ou jamais, la proportion en 2023 s'élevait à 60 %. C'est une hausse de 8 points par rapport à la dernière étude de 2013. Enfin, il ne faut pas oublier la participation aux élections professionnelles. Depuis la loi de 2008, qui a modifié les critères de représentativité, pour la période 2008 à 2011, on enregistrait presque 45 % d'abstention. Dans la dernière élection, celle de 2022, 56 % d'abstention ont été enregistrés, c'est-à-dire quasiment 11 % de plus ! Ça, c'est dans le secteur public. Auparavant, il était beaucoup plus concerné par ces scrutins.

Dans le privé, c'est pire ! En 2013, c'était 57 %, et en 2021 c'est près de 61 %. L'abstention ne cesse de grimper dans les élections professionnelles.

« Il faut ressembler à ceux à qui l'on s'adresse »

Comment expliquez-vous ce désintérêt pour les élections professionnelles ?

Plusieurs facteurs peuvent être évoqués, comme la question du vote électronique, mais ce n'est pas la seule explication. D'autres éléments sociologiques offrent des pistes de réflexion. Actuellement, la sociologie des syndicats est distendue par rapport à celle du salariat. Par exemple, la moyenne d'âge des adhérents syndicaux est plus élevée que celle des salariés, en raison de la difficulté à mobiliser les jeunes générations. On observe également une surreprésentation de la fonction publique par rapport au secteur privé. En revanche, les ouvriers et les employés, pourtant ceux qui auraient le plus intérêt à être défendus, sont aujourd'hui moins enclins à se syndiquer que les cadres ou les techniciens. Chez ces derniers, le taux de syndicalisation est en moyenne deux fois supérieur à celui des ouvriers ou des employés. Cela crée une distorsion entre les représentants et les représentés.



L'État et une partie du patronat tolèrent les organisations syndicales tant que celles-ci se contentent d'accompagner et de valider des décisions déjà prises.



Cette tendance se reflète aussi dans la sociologie des dirigeants syndicaux. Aujourd'hui, un seul, Frédéric Souillot (FO), est issu du milieu ouvrier et industriel. Tous les autres viennent de la fonction publique ou sont cadres, comme Sophie Binet, ancienne CPE (cadre de

l'Éducation nationale), ou Marylise Léon (CFDT), ingénieure de formation. Cette évolution correspond à une montée en qualification du salariat, mais elle accentue l'écart entre les syndicats et les catégories populaires. Pour susciter l'adhésion, il faut ressembler à ceux à qui l'on s'adresse. Or, le champ syndical n'est plus incarné par les ouvriers ou employés, ce qui influence le regard des classes populaires sur les syndicats.

Dans une entreprise, un fort taux de syndicalisation favorise l'aboutissement des luttes sociales, alors que l'absence de syndicats affaiblit les droits. Pourquoi, selon vous, les salariés ont-ils du mal à se syndiquer ?

Il faut d'abord distinguer les contextes. Dans les grandes entreprises, l'implantation syndicale reste présente, même si elle recule. En revanche, dans les PME, et surtout dans les TPE, on observe de véritables déserts syndicaux. Dans les TPE, les relations sociales se déroulent souvent de manière informelle, avec un dialogue direct entre salariés et employeurs. Cela peut donner l'impression qu'il n'y a pas besoin d'intermédiaires. Ce sentiment est renforcé par l'éloignement culturel et économique vis-à-vis du syndicalisme. Parfois, dans ces entreprises, les élections professionnelles ne sont même pas organisées, bien qu'elles soient obligatoires. Les employeurs invoquent souvent un manque de candidats. Pourtant, les faits montrent que là où les syndicats sont actifs, les résultats suivent. Des études démontrent que la présence syndicale, notamment par l'action et parfois par la grève, permet d'obtenir des avantages significatifs, comme des augmentations salariales supérieures à celles des entreprises sans syndicats. Malheureusement, une part importante du salariat méconnaît ces bénéfices, en partie à cause de l'éloignement du champ syndical et du manque de sensibilisation sur son efficacité.



Repenser et revitaliser le milieu syndical pour reconquérir les milieux populaires et les désintoxiquer de cette droitisation et cette dérive vers l'extrême droite.



« La bataille idéologique par le biais des mots » Depuis des années, les lois encadrant le « dialogue social » restreignent le rôle des représentants syndicaux. Pensez-vous qu'elles ont renforcé la résignation des salariés, voyant leurs représentants dotés de moins en moins de pouvoir ?

Je préfère parler de négociations collectives plutôt que de « dialogue social ». Ce dernier terme a été largement fabriqué par des acteurs extérieurs au champ syndical, dans le but de déconstruire le modèle CGT, qui repose sur le rapport de force, préalable aux négociations. Depuis le début des années 80, l'ordre dominant cherche à déconflictualiser les relations sociales, inversant ainsi cette logique. Effectivement, les moyens alloués aux

représentants syndicaux et aux élus du personnel ne cessent de diminuer. Les ordonnances Macron ont été un véritable coup de grâce. La mise en place des CSE (comités sociaux et économiques) a réduit les ressources et les moyens des élus. Dans certaines entreprises comme EDF ou la SNCF, les ordonnances ont même élargi le périmètre géographique que les élus doivent couvrir, créant une distance accrue entre salariés et représentants.

Cette proximité est pourtant essentielle, car l'influence du syndicalisme en France repose principalement sur le travail de terrain. Or, les réformes successives ont alourdi les tâches des représentants avec une multiplication des thématiques de négociation, couvrant désormais presque tous les sujets. Cela mobilise énormément de temps, au détriment des échanges sur le terrain avec les salariés. Dans le même temps, on leur retire des heures de délégation, ce qui aggrave encore cette situation. Ce contexte n'est pas un hasard : il s'agit d'une stratégie réfléchie de l'État et d'une partie du patronat. Ils tolèrent les organisations syndicales tant que celles-ci se contentent d'accompagner et de valider des décisions déjà prises, souvent défavorables aux travailleurs. Cela nuit gravement à l'efficacité du travail syndical. Or, un salarié adhère à un syndicat en fonction de l'efficacité qu'il perçoit. Si l'idée s'installe qu'une représentation du personnel est inefficace ou inutile, et si les défaites des mouvements sociaux de ces dernières décennies restent gravées dans les esprits, il devient difficile d'attirer de nouveaux syndiqués.

« Ce n'est pas un hasard si la majorité des médias sont entre les mains des plus riches de notre société »

Avec la création des CSE et la multiplication des réunions, certains élus adoptent, sans s'en rendre compte, le vocabulaire des directions. Cette « sénatorisation » pourrait-elle aggraver la mauvaise perception du syndicalisme ?

C'est un enjeu central sur lequel je travaille : la bataille idéologique par le biais des mots. Les transformations des relations sociales cherchent à remplacer le rapport de force par un rapport de droit, en multipliant les négociations collectives et en renvoyant de plus en plus de sujets de discussion au niveau de l'entreprise. Ce phénomène s'accompagne d'un vocabulaire bien particulier : « dialogue social », « partenaires sociaux », « concertation », « collaborateur », ou encore « coconstruction », un terme apprécié par la CFDT. Ces expressions véhiculent une idée de connivence et d'intégration. Elles renvoient à l'image d'un système où les syndicats jouent le rôle d'interface ou d'amortisseurs, transmettant les injonctions des dominants aux dominés pour éviter les révoltes ou la construction de rapports de force. Cette approche éloigne les syndicats de leur rôle historique de contre-pouvoir. Longtemps, le syndicalisme français s'est construit comme une « contre-société », avec son propre vocabulaire, ses espaces de sociabilité, et un écosystème autonome face au pouvoir en place. Ces évolutions visant à promouvoir le « dialogue social » déconstruisent progressivement ce modèle de contre-société, laissant place à un syndicalisme inclusif intégré au système dominant.



Continuons à parler du vocabulaire, notamment celui relayé par les médias, qui, dès qu'une grève est déclenchée, évoquent souvent une « prise d'otage ». Cela participe-t-il à la décrédibilisation du monde syndical ?

Absolument, et ce n'est pas un hasard si la majorité des médias sont entre les mains des plus riches de notre société. La télévision, en particulier, façonne les champs sociaux et politiques. Sur les chaînes d'information en continu, on voit défiler des éditorialistes qui, bien souvent, véhiculent un discours antisyndical. La rhétorique de la « prise d'otage » en est un parfait exemple, un classique utilisé pour diaboliser les mobilisations sociales et les grèves.

Cela souligne une nécessité impérieuse pour le mouvement syndical : développer ses propres canaux de diffusion. En tant qu'historien, j'ai travaillé sur des périodes anciennes, et mes principales sources étaient souvent la presse syndicale, y compris quotidienne. À cette époque, le syndicalisme s'adressait directement au plus grand nombre par le biais de ses propres médias. Certes, cela demande des moyens financiers et humains conséquents, mais c'est essentiel. Si aucun contre-discours crédible ne vient s'opposer à celui des dominants, il devient très difficile pour le mouvement syndical de rassembler et de défendre ses arguments.

Disposer d'une presse interne et de moyens de communication est une excellente base, mais il faut également chercher à s'adresser à l'extérieur de l'organisation pour atteindre un public plus large.

Mais comment faire, alors que les médias traditionnels enregistrent un effondrement de leur lectorat ?

Je ne prétends pas que c'est simple, mais c'est un axe fondamental sur lequel il faut insister. À la CGT, de nombreux élus en sont pleinement conscients. Lors de la préparation du dernier congrès confédéral, j'ai lu une série de propositions émanant de fédérations soutenant une candidature alternative à celle de Marie Buisson. Ces propositions insistaient justement sur la nécessité de créer des médias syndicaux capables de s'adresser à l'extérieur de l'organisation et d'irriguer le débat public avec l'argumentaire syndical. Il existe déjà des initiatives locales intéressantes. Par exemple, l'Union départementale de Haute-Garonne dispose de sa propre radio. Mais il faut aller plus loin.

Cela m'amène à une autre difficulté majeure pour le syndicalisme : l'installation dans notre société de ce que j'appelle des conflits d'émotions, qui prennent de plus en plus de place au détriment des conflits de classe. Par le passé, le travail syndical s'appuyait sur des récits politico-idéologiques structurants, capables de dépasser les ressentis individuels ou identitaires. Ces grands récits fédérateurs faisaient du syndicalisme un véritable moteur de transformation sociale. Ce qui aidait le travail syndical, en surplomb des ressentis et des identités individuelles, c'étaient les grands récits politico-idéologiques, comme le communisme ou le marxisme, avec un parti communiste très fort, etc. Pour dépasser les émotions, ces grands récits jouaient un rôle de cristallisation. Or, aujourd'hui, ces récits se sont largement délités. Ils ont laissé la place à ce que Pierre Rosanvallon appelle « les épreuves de la vie ». Dans son avant-dernier ouvrage, il applique ce concept au champ politique, sa spécialité, mais on peut également l'étendre au champ social. Il montre que « *ce sont les émotions qui structurent nos communs* ». Au fond, les émotions traduisent les épreuves individuelles de la vie. Rosanvallon en propose une typologie : les épreuves de l'individualité ou de l'intégrité, comme les risques psychosociaux ; les épreuves du lien social, avec le ressenti du mépris ou de l'injustice ; ou encore les épreuves de l'incertitude, comme les craintes liées à son propre avenir. Ce phénomène me semble aujourd'hui particulièrement prégnant. Il est nécessaire de réfléchir à la manière de capter ces épreuves individuelles, qui, en réalité, peuvent apparaître comme profondément collectives. Si le champ syndical parvient à saisir ces dynamiques, elles pourraient permettre de reconstruire une identité commune et ainsi contribuer à retrouver une cohésion sociale. Cette dernière pourrait nourrir un regain d'efficacité du travail syndical. Cela a été démontré de manière très concrète et catégorielle, par exemple en 2022, avec le conflit des chefs de bord à la SNCF. Comment ce mouvement s'est-il construit ? Il s'est développé via les réseaux sociaux, c'est-à-dire en dehors des syndicats traditionnels, grâce à des boucles WhatsApp et à un groupe Facebook. La mobilisation a pris de l'ampleur parce que les salariés échangeaient entre eux sur leurs propres épreuves de la vie. Au départ, ils pensaient sans doute que leurs ressentis étaient purement individuels. Finalement, ils se sont rendu compte que ces épreuves

étaient partagées par un grand nombre d'entre eux. Ils ont alors réussi à définir un corpus revendicatif commun sur lequel ils ont obtenu, en partie, satisfaction. Cet exemple est marquant, car il montre la cristallisation d'épreuves individuelles en une épreuve collective.

« Certains estiment qu'il est plus efficace de s'auto-organiser que de s'appuyer sur des organisations syndicales »

Le mouvement des chefs de bord présente des similitudes avec celui des Gilets jaunes, où les syndicats étaient, là encore, exclus à la base. Ce type de mobilisation a-t-il déjà existé dans l'histoire ?

Oui, à certaines périodes. Par exemple, en mai 68, certains conflits ont émergé et perduré contre l'avis des organisations syndicales. Entre 1986 et 1992, on a également vu apparaître des coordinations qui s'organisaient parallèlement aux syndicats. Ces coordinations étaient souvent portées par des syndiqués qui ne se reconnaissaient pas dans les méthodes de leurs dirigeants.

Ce qui est sans doute plus novateur aujourd'hui, ce sont les outils numériques qui facilitent ces formes d'auto-organisation. S'ajoute à cela un effet d'exemplarité : les Gilets jaunes ont montré qu'il est possible de se mobiliser efficacement sans structures syndicales. Dès lors que certains estiment que l'efficacité des syndicats n'est plus ce qu'elle était, ils peuvent être tentés de se tourner vers des formes d'auto-organisation. D'ailleurs, dans le baromètre sur le dialogue social du CEVIPOF, lorsqu'on demande aux salariés « *Que jugez-vous le plus efficace pour faire valoir vos demandes ?* », l'item qui arrive en tête est « *me concerter avec mes collègues* ». Ce qui arrive en dernière position est « *agir aux côtés des syndicats* ». Conclusion : certains estiment qu'il est plus efficace de s'auto-organiser que de s'appuyer sur des organisations syndicales. Je pense aussi que le repli catégoriel est un autre élément. C'est une dimension différente, mais on observe que la forme de syndicalisme qui est

“

Il faut diffuser au maximum les réussites du syndicalisme et sortir de cette posture défensive.”

”

aujourd'hui en difficulté, c'est le syndicalisme confédéré. Quand on examine les résultats des élections professionnelles, les confédérations perdent systématiquement des voix d'une élection à l'autre. En revanche, les syndicats qui progressent régulièrement, bien qu'ils restent minoritaires, sont des syndicats de type catégoriel ou autonome, comme l'UNSA ou la CFE-CGC, par exemple. Chez EDF, la CFE-CGC est même passée devant la CGT. Au fond, dans un contexte où le salariat est émietté et ne se rassemble plus autour d'une identité commune, ce syndicalisme catégoriel semble apporter une réponse. Si la CFDT est aujourd'hui définie comme le premier syndicat de France, ce n'est pas parce qu'elle a gagné davantage d'élections, mais parce qu'elle en a perdu moins que la CGT.

« Une particularité du syndicalisme français est d'assumer un rôle politique »

Le fait que la société se droitise et glisse vers l'extrême droite peut-il expliquer la progression de ces syndicats dits catégoriels ?

Oui, il peut y avoir un lien. Ces syndicats, comme la CFE-CGC ou l'UNSA, regroupent des adhérents qui votent globalement moins à gauche que la moyenne. Cela dit, soyons honnêtes, dans l'ensemble des organisations syndicales, on constate une montée du vote pour l'extrême droite. C'est une problématique de plus en plus prégnante. Cela dépasse les questions catégorielles et rejoint sans doute une série d'autres phénomènes, comme la perte d'efficacité des vecteurs traditionnels de la gauche ou du syndicalisme. À cela s'ajoute une dépolitisation croissante. Depuis les années 1980, le syndicalisme a souvent pris ses distances, au moins dans les discours, avec le champ politique. Cette rupture a parfois été si marquée qu'elle a favorisé une dépolitisation au sein même des organisations syndicales.

Pourtant, ces organisations rassemblent encore bien plus de monde que les partis politiques. Cela signifie qu'elles pourraient jouer un rôle clé dans la politisation de notre société. Or, elles assument de moins en moins cette fonction de vecteur de conscience politique, comparé à d'autres époques. Il faut donc repenser et revitaliser le milieu syndical pour reconquérir les milieux populaires et les désintoxiquer de cette droitisation et cette dérive vers l'extrême droite.



Faudrait-il que les syndicats n'aient plus honte de leurs origines ?

Bien sûr. Une particularité du syndicalisme français est d'assumer un rôle politique. Attention, cela ne signifie pas que les syndicats doivent devenir des courroies de transmission des partis politiques. Je ne vois même pas comment cela serait possible. Les partis politiques comptent, au mieux, quelques dizaines de milliers d'adhérents. Comment pourraient-ils imposer une telle logique à la CGT, qui regroupe 600 000 membres ? Ce type de relation va rarement du faible vers le fort.

Les partis politiques n'ont pas non plus le monopole de la politique...

C'est vrai. Notre modèle syndical, issu du syndicalisme révolutionnaire, repose justement sur l'idée que le rôle des syndicats est double : porter les revendications quotidiennes tout en imaginant un projet politique. C'est ce qu'on appelle la « double besogne ». Cela implique, au sens noble du terme, de réfléchir à un modèle de société.

À certains moments, ce rôle s'est exercé en lien avec une organisation politique, comme ce fut le cas entre la CGT et le Parti communiste. Aujourd'hui, il est tout à fait possible d'imaginer d'autres formes de repolitisation du syndicalisme, notamment avec un syndicalisme de rupture. Une partie de notre société aspire à cette volonté de transformation sociale révolutionnaire. D'ailleurs, le terme « transformation sociale » me dérange un peu. Il est utilisé par tous les syndicats : la CGT, la FSU, la CFDT... mais il reste flou. Tout le monde s'en réclame, mais la question est de savoir quelle transformation sociale on défend. À mon sens, ce concept porte davantage une idée d'adaptation que de rupture. Or, la politisation du champ syndical français a toujours été comprise, majoritairement, comme un engagement en faveur d'un processus de rupture avec l'ordre établi. Ces dernières décennies, le syndicalisme semble avoir perdu de vue cette dynamique. La retrouver pourrait contribuer à raviver l'adhésion aux valeurs syndicales.

« L'histoire du syndicalisme n'est pas une ligne droite, mais une ligne brisée »

Le syndicalisme a-t-il déjà traversé ce type d'épreuve ? A-t-il encore un avenir ?

L'histoire du syndicalisme n'est pas une ligne droite, mais une ligne brisée. Dans la première moitié des années 1930, par exemple, le syndicalisme a traversé une crise profonde. Les taux de syndicalisation ont chuté, et les difficultés économiques ont rendu les mobilisations plus complexes. Pourtant, le travail syndical a continué, aboutissant au Front populaire et aux grandes grèves de 1936. Ces grèves ont prospéré dans des entreprises où des syndicalistes militants travaillaient depuis longtemps, malgré des défaites cinglantes au début des années 1930. Certains avaient été licenciés, peinant à retrouver du travail, mais ils ont persisté. Cette ténacité a fini par payer. Régulièrement, les syndicats traversent des périodes difficiles, mais cela ne signifie pas qu'ils sont condamnés. Le syndicalisme peut connaître des gains. Il n'y a pas de fatalité. Certes, les mouvements sociaux nationaux et interprofessionnels semblent moins efficaces depuis vingt ans, mais les syndicats continuent de remporter des victoires dans les entre-

prises. Il y a lieu d'espérer en valorisant ces conquêtes fragmentées. Plutôt que de se focaliser uniquement sur une posture défensive, il faut mettre en lumière les réussites offensives. Par exemple, entre l'automne 2022 et le printemps 2023, de nombreux conflits liés aux questions salariales ont permis d'obtenir des résultats. Ces luttes démontrent que le syndicalisme offensif reste possible et peut être une source d'optimisme.

La pédagogie des luttes est donc une nécessité ?

Absolument. Il faut diffuser au maximum les réussites du syndicalisme et sortir de cette posture défensive. Quels sont aujourd'hui les vecteurs du progressisme – au vrai sens du terme, et non pas à la sauce Macron ? C'est le champ syndical, avec ses centaines de milliers d'adhérents. La CGT, en particulier, est en capacité de le mettre en avant, notamment grâce à son maillage territorial, avec ses 800 à 900 unions locales. Cela garantit un contact direct et réel avec la population. Si ce travail avec les citoyens n'est pas fait, d'autres s'en chargeront. Et dans certaines localités, les militants du Rassemblement national le font déjà. Mon épouse, qui travaille dans un collège à Hénin-Beaumont, le constate bien : ils vont à la rencontre des gens, font du porte-à-porte. C'est un vieux travail militant, mais il s'avère efficace. Le contact direct conserve toute son importance. L'ancienne tradition syndicale, où l'on portait son timbre d'adhésion directement à l'adhérent chaque mois, favorisait ce lien humain. Aujourd'hui encore, les organisations syndicales ont un rôle majeur en tant que vecteurs de politisation, en particulier face à l'inquiétante montée de l'extrême droite.

Vous faisiez référence aux années 1930 et à la crise que traversaient les syndicats à cette époque. Un parallèle avec notre époque est-il pertinent ?

Je suis toujours prudent avec les comparaisons historiques. Il est facile de trouver des similarités, mais chaque époque a ses particularités. Cela dit, il existe des contextes qui suscitent des réactions similaires. Dans les années 1930 ou à la Libération, par exemple, les crises politiques, économiques et sociales ont été marquées par une montée des forces d'extrême droite. Aujourd'hui, certains ingrédients rappellent ces périodes. Cependant, cela ne signifie pas qu'automatiquement nous assisterons à l'émergence d'un « Front populaire » ou à des progrès sociaux comparables à ceux de la Libération. Rien n'est jamais écrit d'avance. Par ailleurs, il y a une différence majeure : aujourd'hui, le champ syndical est très émietté. Avoir si peu de syndiqués répartis entre autant de syndicats est une faiblesse. On pourrait croire à une diversité de modèles syndicaux, mais à mes yeux, il n'y en a que deux : celui porté par la CGT et celui issu de la culture chrétienne. Il n'en existe pas huit ! Cette dispersion est contre-productive. À cet égard, ceux qui comparent notre époque aux années 1930 ignorent que le contexte syndical était alors bien différent. À cette époque, une réunification syndicale a eu lieu, contrairement à aujourd'hui. ●

Marc Bloch, la mémoire récupérée

Donc, c'est décidé. Dans le cadre de son passage à Strasbourg pour le 80^e anniversaire de la libération de la ville, Sa Majesté élyséenne a annoncé le transfert au Panthéon des cendres de Marc Bloch, grand patriote, fervent républicain, juif athée, antifasciste et résistant.

 GEORGES KAPLAN

On ne contestera pas la panthéonisation de Marc Bloch, qui est l'hommage incontestable que la République devait rendre à cet universitaire patriote et grand résistant. Mieux vaut tard que jamais.

Mais elle intervient dans un contexte politique où la macronie aux abois, dans une atmosphère crépusculaire, semble chercher dans la moindre célébration médiatique et historique (voir les JO cet été ou la réouverture de Notre-Dame le 7 décembre) le ballon d'oxygène nécessaire à sa survie médiatique et politique (en détournant l'attention) pour les deux ans et demi de mandat restant.

Comme si les honneurs légitimement dus à un grand historien et résistant pouvaient suffire à faire oublier le naufrage politique et économique du monarque élyséen. Qu'importe, peut-être, les motivations du geste « panthéonisateur ». Il vient nous rappeler que Marc Bloch était un historien brillantissime, un républicain investi, un combattant des deux guerres et qui paiera de sa vie son engagement dans la Résistance.

HISTORIEN ET PATRIOTE

Marc Bloch naît le 6 juillet 1886 à Lyon. Son père, Gustave Bloch, est professeur d'histoire des civilisations grecque et romaine à la faculté de Lyon. Issu d'un milieu universitaire, il ne fera pas exception au parcours familial : il sera historien. Après de brillantes études secondaires au lycée Louis-le-Grand à Paris, il entre à l'École Normale Supérieure en 1904. En 1908, il est reçu à l'agrégation d'histoire.

De 1912 à 1914, il commence, modestement comme tout jeune agrégé, par enseigner l'histoire et la géographie aux lycées de Montpellier, puis d'Amiens. Mobilisé le 2 août 1914 comme sergent d'infanterie, il finira la guerre capitaine, décoré de la Croix de Guerre (quatre citations quand même) et de la Légion d'honneur.

Nommé chargé de cours d'histoire du Moyen Âge à la faculté des lettres de l'université de Strasbourg, il y enseignera l'histoire du Moyen Âge de 1919 à 1936.

C'est à Strasbourg qu'il rencontre Lucien Febvre avec lequel il fonde en 1929 les *Annales d'histoire économique et sociale*, revue (qui existe toujours) qui va fondamentalement renouveler la recherche et l'enseignement de l'histoire avec, à terme, une reconnaissance mondiale pour ses auteurs. À la veille de la guerre, Marc Bloch est une figure reconnue dans les milieux universitaires internationaux, notamment dans les universités anglo-saxonnes (USA et Grande-Bretagne). Cette revue va être à l'origine de l'école du même nom et contribuer profondément au renouvellement de la discipline, en y faisant entrer de nouveaux champs de recherche : économie, anthropologie... en mettant « l'accent sur l'analyse historique à long terme, soulignant l'importance d'étudier divers aspects de la société sur de longues périodes de temps ».

En 1936, il est nommé maître de conférences d'histoire économique à la Sorbonne, puis titulaire de la chaire en 1938. Notons au passage que malgré plusieurs tentatives, il n'entrera jamais au Collège de France. Disons que la lourde atmosphère antisémite régnant dans les couloirs de la vénérable institution n'est peut-être pas étrangère à ses échecs...

Le 3 septembre 1939, à la déclaration de guerre, Marc Bloch, en vrai patriote, rempile (à 53 ans). Après plusieurs affectations aux services de renseignements des armées de l'Est où il constate avec effarement la désorganisation, l'incompétence voire l'inertie des officiers d'état-major, il est nommé responsable du Service des Essences de la 1^{re} Armée quelques mois avant le déferlement allemand de mai-juin 40. C'est dans une atmosphère de chaos où la panique le dispute à la lâcheté qu'il s'acquittera au mieux de sa tâche. Spectateur direct de l'effondrement de l'armée française, profondément traumatisé, il tirera de ces jours dramatiques une analyse lucide et impitoyable sur les causes et les responsabilités du désastre de 40 : *L'étrange défaite*.*

Comme il le dit lui-même : « (...) Un jour viendra, tôt ou tard (...), où la France verra de nouveau s'épanouir, sur son vieux sol béni déjà de tant de moissons, la liberté de pensée et de jugement. Alors les dossiers cachés s'ouvri-



**Marc Bloch
1886-1944**

ront ; les brumes, qu'autour du plus atroce effondrement de notre histoire commencent, dès maintenant, à accumuler tantôt l'ignorance, tantôt la mauvaise foi, se lèveront peu à peu ; et peut-être les chercheurs occupés à les percer trouveront-ils quelque profit à feuilleter, s'ils le savent découvrir, ce procès-verbal de l'an 1940. »

Démobilisé après l'armistice, il est exclu de la fonction publique conformément aux décrets d'octobre 1940 sur le statut des juifs qui les écarte des fonctions de l'enseignement. Il est néanmoins « relevé de déchéance » pour « services scientifiques exceptionnels rendus à l'État français » (c'est dire son prestige) et reprend son enseignement en janvier 1941, à la faculté des lettres de l'université de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand. Muté à la faculté des lettres de Montpellier (juillet 1941), il participe à la mise en place du mouvement de résistance Combat. Il refusera un visa pour les États-Unis, qui aurait pu le sauver, pour protéger sa famille et peut-être aussi parce que ce patriote ne pouvait se résoudre à quitter son pays sans combattre. Comme le disait Danton en 1794, la veille de son arrestation : « On n'emporte pas sa patrie à la semelle de ses souliers. »

À partir de 1943, Marc Bloch définitivement révoqué le 15 mars de la même année, est à Lyon. Il est désormais clandestin (sous le nom de « Narbonne ») et adhère au mouvement Franc-Tireur, dont il devient membre du directoire national. Il met en place les comités de libération de la région et prépare le plan d'insurrection de la région de Lyon. Repéré et arrêté par la Gestapo le 8 mars 1944, il est torturé et incarcéré à la prison de Montluc. Le 16 juin, avec 28 autres prisonniers, il est conduit à Saint-Didier-de-Formans, près de Lyon, où il est fusillé.

DES CENDRES POUR UN ÉCRAN DE FUMÉE

Macron a fait de la question mémorielle un de ses marqueurs politiques. Comme un geste de magnanimité de monarque à l'égard de ces « humbles » qui ont bien mérité de la patrie : « Moi, Président, je vous

« Je tiens la complaisance envers le mensonge (...) pour la pire lèpre de l'âme. (...) Je souhaiterais que pour toute devise, on gravât sur ma pierre tombale ces simples mots "Dilexit veritatem". En latin : il chérissait la vérité. »

Marc Bloch

panthéonise. » Depuis 2017, Sa Majesté a ainsi désigné six personnes pour entrer dans la nécropole de la République (un record pour un président de la V^e) : Simone Veil ; Maurice Genevoix ; Joséphine Baker ; Missak Manouchian (avec son épouse Mélinée). Robert Badinter, qui ferme la marche, devrait être panthéonisé en 2025.

Il y a, en définitive, quelque chose d'assez illégitime, presque insultant, dans la démarche présidentielle, quand bien même la panthéonisation des personnalités citées serait tout à fait incontestable. Toutes ces figures historiques ont, à un moment de leur vie, par leurs actes, fait preuve d'un sens du sacrifice, du dévouement, de la rigueur éthique et morale qui échappent complètement à celui qui les a désignés, et dont les critères moraux (s'il lui en reste) sont bien loin de ceux de ces illustres immortels. La famille de Marc Bloch, à cette occasion, a bien précisé qu'« aucune récupération ou présence religieuse et communautaire ne nous semble acceptable. Marc Bloch, athée, n'avait de foi qu'en une seule idée, la République ». La panthéonisation de Marc Bloch ne saurait excuser et effacer les volte-face, les mensonges et les compromissions présidentielles. ●

* *L'étrange défaite*, Marc Bloch, éditions Folio Histoire Gallimard, 336 pages, réédition de 1990, 13,10 €. Voir rubrique Lectures page 34.

Une minute de soleil en plus



Le respect pour les défunts ne doit pas conduire à la cécité sur son parcours. Jean-Marie Le Pen était un raciste et antisémite notoire, adorateur de Pétain et un tortionnaire en Algérie.
Manon Aubry

JÉRÉMIE DEMAY

Parfois, l'actualité offre une bouffée d'air frais. La mort de Jean-Marie Le Pen, par exemple. À peine l'annonce faite que les nuages se dissipent, laissant le soleil éclater. C'est fou comme un facho en moins allège l'atmosphère. Certes, il s'est reproduit, et ses rejetons – qu'ils s'appellent Le Pen ou Bardella – continuent à perpétuer l'odeur rance de ses idées. Mais, enfin, la vie lui a rendu justice. Il aura tenu bon, le vieux, jusqu'à 96 balais. Qui aurait cru que la gégène algérienne avait des vertus conservatrices ?

« Un raciste et antisémite notoire »

Pourtant, même refroidi, il nous empoisonne encore. Les hommages affluent, aussi écœurants qu'inutiles. À droite, on s'empresse de saluer le « combattant ». Bruno Retailleau y va de son éloge : « *Quelle que soit l'opinion que l'on peut avoir de Jean-Marie Le Pen, il aura incontestablement marqué son époque.* » François Bayrou renchérit : « *Il aura été une figure de la vie politique française. On savait, en le combattant, quel combattant il était.* » Heureusement, Manon Aubry de LFI remet les pendules à l'heure : « *Le respect pour les défunts ne doit pas conduire à la cécité sur son parcours. Jean-Marie Le Pen était un raciste et antisémite notoire, adorateur de Pétain et un tortionnaire en Algérie.* » Même écœurement en entendant la quasi-totalité des commentateurs politiques affirmer : Marine n'est pas Jean-Marie... Ils se trompent ! Certes, la vitrine a changé, mais l'arrière-cuisine reste peuplée de fachos de tout poil — enfin, pour ceux qui n'ont pas le crâne rasé. Pour s'en convaincre, il suffisait de jeter un œil aux images de « l'hommage » rendu quelques jours après l'enterrement. Qu'on le veuille ou non, un Le Pen reste un Le Pen, qu'il soit borgne ou blonde.

Oublier, c'est lui donner raison

Vieillir et mourir ne suffisent pas à blanchir une vie de saloperies. On ne passe pas de tortionnaire à « figure respectable » par la grâce d'une épitaphe. Pas quand on a passé sa vie à réécrire l'histoire : celle de la Seconde Guerre mondiale, de la Shoah, de l'Algérie, ou même de la V^e République. Pas quand on a fait profession de falsifier tout, jusqu'à son propre récit familial. La mort de cet homme à la mémoire sélective ne doit en aucun cas occulter ses « dérapages » – un mot bien trop complaisant pour qualifier son racisme et son antisémitisme assumés. Oublier, c'est lui donner raison.

L'histoire, parfois, a le sens du clin d'œil, même quand il s'agit d'un borgne. Le Pen est mort le jour des dix ans de l'attentat contre *Charlie Hebdo*. Une rédaction qui lui a consacré bien plus de unes qu'à Mahomet, Jésus, et compagnie. Charlie n'a jamais oublié les racines antisémites et racistes de l'extrême droite, et ses caricatures n'ont cessé de rappeler que Marine reste la fille de son père : même nom, mêmes idées, même programme.

Sa mort ne change rien. Le combat contre son héritage et ses héritiers, lui, continue. ●

Pour la création. Pour l'information. Pour celles et ceux qui la font

Depuis 20 ans, nous protégeons et accompagnons les entreprises, les organisations de la création, de l'information et leurs talents, pour qu'ils puissent créer et informer en toute liberté.



LA POLYNÉSIE PRIVÉE DE PRESSE NATIONALE

 JÉRÉMIE DEMAY

La Polynésie n'a plus accès à la presse papier nationale depuis le 1^{er} janvier 2025. Ni le distributeur ni les autorités locales ne semblent troublés à l'idée de violer le droit d'accès à l'information. Une menace qui pourrait, un jour, atteindre la métropole avec des conséquences désastreuses.

Pas assez rentable, trop compliqué... Avec ces arguments fallacieux, Hachette Pacifique met fin à sa mission de distribution des magazines et journaux dans les îles du Pacifique. Le pouvoir local, indifférent, déclare à l'AFP qu'il « n'a pas à se substituer aux acteurs privés ». Sauf que ce n'est pas une simple affaire entre entreprises. Certes, Hachette Pacifique évoque des déficits liés à la distribution, mais peut-on réduire la presse à une activité économique comme une autre ?

Un droit fondamental ignoré

L'accès à l'information est protégé par la Déclaration des droits de l'homme et par la Constitution. Sur le site officiel de la Direction de l'information légale et administrative, dépendant du Premier ministre, on peut lire : « *Chaque citoyen peut ainsi prendre connaissance des politiques menées, les juger et les comparer avec celles d'autres pays, découvrir les propositions alternatives des opposants... Il ne saurait donc exister de démocratie sans une authentique liberté d'informer et d'être informé. Cette exigence va de pair avec celle d'une déontologie qui suppose : la qualité de l'information, le sérieux dans la vérification des faits, l'indépendance face aux groupes de pression...* »

De belles paroles, qui ne semblent pas s'appliquer aux Français du Pacifique. Les mêmes qui, pourtant, servaient à tester les bombes nucléaires pour le compte de la métropole. Aujourd'hui, ils devront se contenter d'un seul titre local pour s'informer.

Une solution existe, mais personne ne bouge

La Filpac CGT a proposé, lors des États généraux de l'information, une solution simple : installer des centres d'impression de proximité. Les titres nationaux pourraient envoyer leurs fichiers numériques pour impression sur place, au moins pour les journaux d'information générale. Ce projet nécessiterait que l'État et Hachette investissent dans une infrastructure essentielle à la démocratie. Mais au lieu de cela, Hachette Pacifique a simplement prévenu les buralistes par une note lapidaire, annonçant unilatéralement la fin des livraisons. Un mépris total pour les buralistes, les distributeurs et, surtout, pour les lecteurs. Cette situation n'est pas nouvelle en Polynésie. Pendant la pandémie, la



Cette situation n'est pas nouvelle en Polynésie. Pendant la pandémie, la distribution avait été stoppée. Puis, les livraisons aériennes ont été remplacées par des bateaux avec un mois de retard.

distribution avait été stoppée. Puis, les livraisons aériennes ont été remplacées par des bateaux avec un mois de retard. Une aberration pour des journaux censés relayer des « nouvelles fraîches ». Imaginez : les habitants des îles apprennent que Michel Barnier est nommé Premier ministre... alors qu'il a déjà été renversé en métropole.

L'exemple américain

Cette décision, loin d'être un cas isolé, doit être comprise comme un test. Aux États-Unis, les mêmes causes produisent les mêmes effets, avec des résultats catastrophiques. En 2022, deux journaux locaux fermaient chaque semaine, selon la Northwestern University. En 2023, cette tendance s'est poursuivie. Depuis les années 2000, un quart des journaux américains a disparu, et un Américain sur cinq vit dans un désert d'information. Même les titres survivants se transforment souvent en « journaux fantômes ». Les articles rédigés par des journalistes éloignés des zones concernées, perdent tout lien avec la réalité locale. Un exemple absurde : « le 5 septembre 2023 par le Hutchinson News, un journal

Les éditeurs français semblent emprunter ce modèle désastreux : concentration des titres, réduction des pages consacrées à l'actualité générale locale, uniformisation des contenus.

du Kansas, ancien lauréat d'un prix Pulitzer, racheté en 2016 par le groupe Gannett. À la « une », le journal décrivait – photo à l'appui – un groupe de « dynamiques et heureux » pensionnaires d'une maison de retraite de la ville pratiquant le kayak sur un lac bordé d'arbres » (Le Monde 6/1/2024). Sauf que ce lac n'a jamais existé à Hutchinson, et l'article a été rédigé par un « journaliste » habitant dans un autre État... Les conséquences politiques sont tout aussi alarmantes. Un observatoire, « rebuildlocalnews » a étudié les conséquences électorales de la fermeture du *Cincinnati Post* en 2007. Cette étude révèle que les candidats sortants étaient réélus plus facilement, faute de contrôle journalistique. La corruption et le gaspillage prospèrent lorsque les citoyens ne peuvent plus surveiller leurs institutions. De 1999 à 2017, les professeurs Danny Hayes et Jennifer

Lawless (George Washington University) ont constaté une diminution de 56 % des articles consacrés à la politique locale dans les 120 titres locaux qu'ils ont décortiqués. Un tiers des articles sur l'éducation et les conseils scolaires a disparu, laissant le champ libre aux manipulations populistes. Ce désintérêt pour l'information locale a contribué à la montée de Trump, dont les fake news ne sont plus contestées par une presse affaiblie et déconnectée de ses lecteurs.

Une démocratie sans journaux

Les éditeurs français semblent emprunter ce modèle désastreux : concentration des titres, réduction des pages consacrées à l'actualité générale locale, uniformisation des contenus. Les collectivités locales, parfois, exercent des pressions via des menaces sur les budgets publicitaires. Et la course au buzz remplace les enquêtes de fond. En Polynésie, la fin de la distribution presse est une attaque frontale contre la démocratie. Mais c'est aussi un avertissement pour la métropole : si rien n'est fait, nous pourrions, à notre tour, voir disparaître des pans entiers de notre presse et des territoires sombrer dans des déserts informationnels. Pour la plus grande joie de l'extrême droite qui elle influence de plus en plus de médias. ●



La propagande en circuit court

JÉRÉMIE DEMAY

Pour bien tenir la plume des journalistes, après avoir racheté les médias, les milliardaires s'attaquent à leur formation. Un bon journaliste pour eux ne doit pas... poser de question.

Les milliardaires développent un sens pratique redoutable, bien au-delà de celui des médias traditionnels. Dernière trouvaille en date : le circuit court de l'information. En rachetant l'ESJ Paris, des milliardaires comme Bolloré, Arnault, Saadé, Bentzmann, et d'autres se sont regroupés (comme Pierre Gattaz, l'ancien responsable du Medef) dans un consortium pour acquérir cet établissement, la plus ancienne école de journalisme de France, bien qu'elle ne soit pas reconnue par la profession, contrairement à son homologue lilloise. Cette acquisition s'inscrit dans la logique de concentration des médias. Après en avoir pris le contrôle pour asseoir leur influence, les milliardaires

veillent désormais à ce que le contenu diffusé leur soit favorable. Comme Bolloré l'a expérimenté en reprenant le groupe Canal+, il est bien agaçant de se faire accuser de censure et d'atteinte à la liberté de la presse alors que l'objectif, selon eux, est d'informer les citoyens. En réalité, leur ambition est surtout de produire un contenu aligné sur leurs intérêts d'affaires et idéologique.

Tenir la plume avant tout

Le rachat de l'ESJ Paris clarifie un point : pour ces ogres médiatiques, les médias ne sont que des canaux à remplir de leur idéologie. Les journalistes, eux, que des exécutants à discipliner. En les formant dès le départ, ils s'assurent de leur obéissance. Le secret des affaires ? Interdiction de fouiner. S'opposer à la nomination d'un directeur de rédaction ? Hors de question, celui qui contrôle les finances impose ses choix.

Se syndiquer ? Impensable, cela nuirait à la bonne marche de l'entreprise. Vérifier les informations ? Une perte de temps.

Les futurs journalistes formés dans ces écoles auront des stages bien pratiques. Pas besoin de batailler pour obtenir des places : les rédactions des groupes possédant ces établissements leur ouvriront grand leurs portes. Sur CNews, par exemple, un stagiaire devra rédiger une brève sur un fait divers. « *Eh Coco ! N'oublie pas de préciser que l'immigration est un problème* », lui glissera son tuteur. À BFM, un autre apprenti couvrant un déplacement de Macron entendra : « *Eh Coco ! Souligne à quel point il est attentif aux problèmes des Français*. » À *La Provence*, le jeune stagiaire devra mettre en avant le bien-fondé des opérations « *Place nette* ». Toute critique sera immédiatement recadrée : « *Tu veux te faire virer ou quoi ?* »

L'Institut Libre de Journalisme, le rêve de l'extrême droite

Si l'ESJ Paris vire un étudiant, pas de panique : il pourra rejoindre l'Institut libre de journalisme (ILJ), une autre école non reconnue par la profession. Selon *Libération*, cet établissement, financé notamment par Bolloré et Stérin (milliardaire, libertarien, conservateur et catholique d'extrême droite), a pour objectif affiché de former des journalistes idéologiquement alignés.

Édouard du Peloux, directeur de l'ILJ, expliquait dans une interview : « *Le combat sera gagné quand le journaliste posant les questions ou présentant le JT portera aussi nos idées*. » On n'est jamais mieux servi que par soi-même...

Cette stratégie, axée sur le contrôle des idées, s'accompagne d'un recrutement politique des étudiants. Une enquête du *Monde* (26 septembre) révèle que beaucoup d'entre eux sont engagés à l'extrême droite : anciens candidats du RN ou de Reconquête, membres de groupes néonazis, militants anti-IVG, ou participants à des camps de l'Action Française. Au moins 30 % des effectifs militent à l'extrême droite. Pendant leurs études, la pluralité des opinions n'est qu'un mirage : 83 % des conférences sont animées par des intervenants de droite ou d'extrême droite, tels qu'Élisabeth Lévy (*Causeur*) ou Mathieu Bock-Côté (CNews).

Du travail dès la fin des études

Près de la moitié des diplômés de l'ILJ rejoignent les médias contrôlés par Bolloré (Canal+, CNews, Europe 1, *JDD*) ou financés par Stérin (Rasso, Bien Commun, Neo). Comme le rappelle *L'Humanité* (26 septembre), Alexandre Pesey, fondateur de l'ILJ, était impliqué dans le programme Périclès, un outil de promotion des « valeurs clés » de l'extrême droite pour installer le RN au pouvoir.

Si le rachat d'une école de journalisme, comme l'ESJ Paris, par des groupes de presse est une première en France, l'ILJ parachève cette offensive idéologique. Leur mission est claire : rendre acceptables les discours d'extrême droite. Le journalisme, fondé sur les faits, la vérification et l'honnêteté, devient obsolète face à cette logique. Pire encore, ces valeurs sont désormais perçues par leurs détracteurs comme des instruments de dissimulation. Les médias de Bolloré martèlent déjà que toute information contredisant leurs thèses serait mensongère.

Face à cette dérive inquiétante, les conclusions des États généraux de l'information, que le Premier ministre Bayrou aimerait mettre en place, restent silencieuses. Au lieu de lutter contre la concentration des médias et de soutenir les indépendants, il est urgent de fusionner l'audiovisuel public et laisser les puissants dicter l'agenda. ●



Professionnel·le·s de la création et de l'information

Audiens s'engage à vos côtés



Label Diversité

Une politique dynamique
contre toute forme
de discrimination



Handicap

Opérateur de la
Mission Handicap
du Spectacle
vivant & enregistré
en partenariat
avec l'Agefiph



Égalité femmes-hommes

Label «Égalité
professionnelle»
Index de 97/100

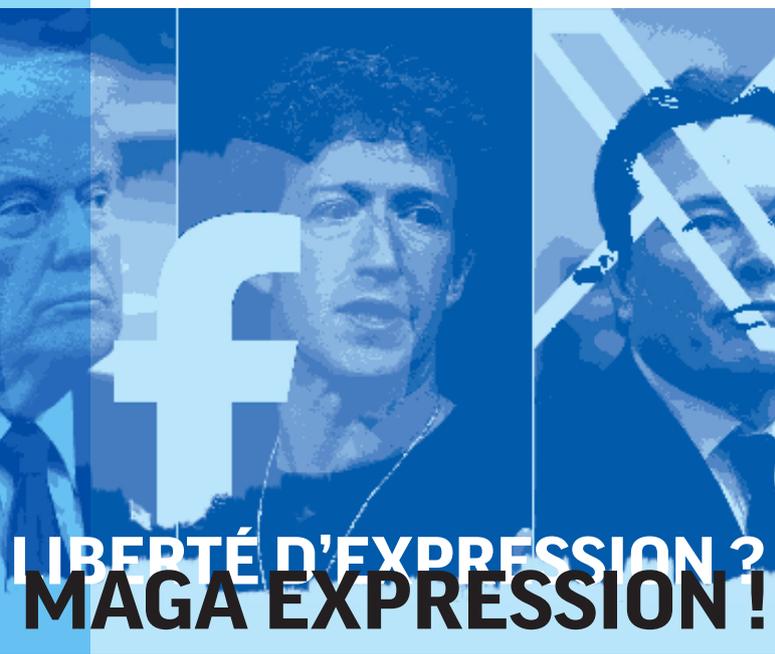


**Cellule d'écoute
contre les violences
sexistes et sexuelles**
Opérateur de la cellule
soutenue par le ministère
de la Culture



Études Datalab Audiens

Suivi de l'évolution de la
parité dans les secteurs
de la création et de
l'information



LIBERTÉ D'EXPRESSION ? MAGA EXPRESSION !

USA LES RÉSEAUX ANTISOCIAUX PERDENT LEUR SANG-FROID

La vague massive de départs du réseau X d'Elon Musk ne semble pas troubler Mark Zuckerberg. Le patron de Meta (Facebook, Instagram, etc.) a récemment multiplié les annonces. D'abord, le siège de son activité déménage de la démocrate Californie pour rejoindre le Texas républicain. Ensuite, il acte la fin de la régulation, notamment sur la chasse aux fake news et aux propos racistes ou haineux. Déjà que ces plateformes sont des caisses de résonance de l'imbécillité, l'absence de garde-fous promet un far-west numérique où manipulations et dérives en tous genres pourront s'exprimer sans entrave.

Platistes, conspirationnistes, racistes, misogynes et autres semeurs de bêtise auront carte blanche pour déverser leurs torrents de haine. Si certains pays, comme le Brésil, s'en inquiètent, l'Europe reste d'une timidité désarmante, laissant les géants de la tech agir sans crainte. Mais le problème dépasse les simples dérives : l'impact de ces choix pourrait peser sur les démocraties, jusqu'à influencer des scrutins. Pour Zuckerberg, Musk et leurs alliés comme Trump, l'objectif est clair : asseoir leur mainmise idéologique et économique sur le monde, quitte à sacrifier les principes démocratiques au profit de leur vision mortifère et de leurs dividendes. ///

MALAISIE LA CHASSE AUX SYNDICATS

En Malaisie, les salariés d'Amcor, multinationale spécialisée dans l'emballage carton, mènent depuis des mois un combat acharné pour obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail. La réponse de la direction ? Une répression brutale contre les syndicats et leurs représentants.

Au menu : intimidations, plaintes abusives à la police, baisses de salaires pouvant atteindre 50 % pour certains représentants syndicaux, et sabotage des processus électoraux. Lors d'un vote à bulletin secret en avril 2024, l'entreprise aurait renvoyé les salariés chez eux plus tôt, empêchant de nombreux travailleurs - notamment les migrants - d'y participer, selon un communiqué d'UNI Global Union.

La répression ne s'arrête pas là. Siti Sanijah Binti Musa, secrétaire du BEMIS Asia Pacific Workers Union, a été licenciée sans ménagement. Pourtant, les travailleurs d'Amcor Malaisie ne baissent pas les bras. Une caisse de solidarité est ouverte pour les soutenir : rendez-vous sur uniglobalunion.org/fr/amcor-solidarity. ///

FRANCE/ Recensement PAPA, PAPY, PIPEAU

La nouvelle campagne de recensement réserve une surprise : une question sur le pays d'origine des parents. En apparence anodine, cette question, facultative, s'inscrit pourtant dans un contexte marqué par les discours nauséabonds de l'extrême droite.

Dans une tribune signée par Nathalie Tehio (LDH), Sophie Binet (CGT), Benoît Teste (FSU), François Sauterey (MRAP), Julie Ferrua et Murielle Guilbert (Union syndicale Solidaires), les citoyens sont invités à ne pas répondre à cette question. « L'enregistrement de cette information est un pas vers une possible inégalité de traitement par l'État sur cette base. Les déclarations du président du RN, affirmant que "des personnes d'origine étrangère, qui travaillent, qui ne font rien de mal, n'ont rien à craindre de son parti", disent clairement que ce critère pourrait nourrir ses politiques d'extrême droite. » ///

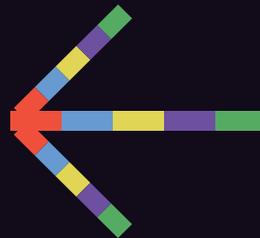
FRANCE/ Économie NOUVEAU RECORD

L'année dernière, la France a enregistré 66 000 faillites d'entreprises, entraînant la disparition de 260 000 emplois. Autre chiffre inquiétant : le déficit public a atteint 6,1 % du PIB. Il n'y a pas de doute, Emmanuel Macron et ses acolytes ont brillamment « géré » les affaires du pays depuis 2017. Fidèle à lui-même, le Président persiste dans ses erreurs, refusant de reconnaître sa défaite aux dernières législatives. Quant à sa fameuse théorie du ruissellement, elle ne fonctionne pas - mais il préfère regarder ailleurs. ///

66 000
FAILLITES !
ET ALORS ?
QU'EST-CE QUE
VOUS VOULEZ
QUE J'Y FASSE ?

GROUPE 3E

CONSTRUCTEURS
D'ALTERNATIVES



● Expertise économique, financière, sociale ou SSCT ; Audit comptable ; Formation des élus ; Accompagnement des CSE... ● Le Groupe 3E est un collectif d'experts engagés aux côtés des représentants du personnel et des organisations syndicales. ● Envie de muscler vos avis ? De former vos équipes ? D'entendre un autre point de vue ? ● groupe3e.fr

VERS UNE NOUVELLE VIE POUR LE PAPIER ?

La découverte de la fabrication du papier par les Chinois, il y a plus de 2000 ans, a eu des conséquences tout aussi importantes que l'actuelle révolution informationnelle et technologique, avec un avantage prouvé dans le temps : sa capacité d'adaptation aux évolutions des sociétés, sa longévité incomparable pour le témoignage et l'usage ainsi que son rapport vertueux avec les arts en tant qu'objet, comme le prouve la saga industrielle de Canson.

Quand on parle du papier, on n'oublie pas son corollaire, le carton, aujourd'hui particulièrement prisé pour remplacer les emballages en plastique dans la distribution des produits de consommation. Cela constitue un ensemble industriel à la fois complexe et dynamique qui entre dans l'activité de tout citoyen du monde par toutes les portes de la vie quotidienne (confort de vie, consommation, culture, etc.).

LE POIDS INDUSTRIEL DU PAPIER

Selon le média Statista, en 2017, la production mondiale était évaluée à près de 420 millions de tonnes, les principaux producteurs étant la Chine, les USA et le Japon, la France se trouvant à la 13^e place avec plus de 8 millions de tonnes produites, avec la moitié de la production consacrée à l'emballage et le quart à l'industrie graphique.

L'industrie du papier-carton n'a pas échappé aux évolutions qui ont réduit l'impact de cette industrie en France, comme celle de l'imprimerie, les restructurations s'étant effectuées à la hussarde, dans le cadre de la mondialisation du marché, en faisant disparaître ce qu'on appelait avant les années 1970/1980 les entreprises familiales au profit de grands groupes multinationaux à base étatsunienne ou nord européenne. 75 entreprises composaient encore en 2018 la filière française avec 2,8 milliards d'euros de chiffre d'affaires sachant que les pays développés, avec, en tête, la Chine et les USA, se partageaient l'essentiel de la « pâte », la France se trouvant à la 8^e place avec 9 millions de tonnes. Actuellement, Le nombre de salariés qui travaillent dans ce secteur en France s'élève à environ 16 500. Entre 2009 et 2019, l'industrie du papier-carton a enregistré une diminution de ses effectifs de l'ordre de 11 000 salariés, ce qui correspond à une évolution annuelle moyenne de - 1,7 % par an, contre - 3,2 % au cours de la décennie précédente. La tendance à la baisse n'a pas été ralentie depuis le siècle dernier, sachant que la raison essentielle du reflux est plus liée aux concentrations monopolistes et aux délocalisations qu'à l'évolution technologique, dans un contexte où les qualifications requises sont moins touchées par la déshumanisation des fonctions que dans d'autres secteurs industriels.

LE REBOND

Depuis six ans, la part du papier évolue dans un nouveau cadre de développement. Si l'abandon, voire la marginalisation en cours comme l'impression des billets de banque et les justifications de transport au profit du mobile se généralisent, elle a rebondi et s'est réorientée dans la diversification de l'offre, en profitant du développement des sociétés qui sortent de l'émergence, comme l'Inde, avec ses 35 % d'augmentation de la demande. Dans un contexte où l'objet livre a bien résisté à l'offensive de l'ebook qui n'a pas obtenu le succès attendu, le papier et le carton reprennent le pas sur le plastique. Ils servent aussi de support au packaging publicitaire, une activité juteuse qui ne faiblit pas, de l'étiquetage des bouteilles à l'emballage distributif (médicaments, hygiène, etc.) en passant par la promotion des produits dérivés qui boostent l'activité et aident à l'équilibre financier des entreprises.

Stockage de la pâte à papier



UNE ÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE AU SERVICE DES ÉCOSYSTÈMES

La réputation prédatrice et polluante de l'industrie papetière était en partie justifiée au XIX^e et au début du XX^e siècle, les conditions de rejet de l'eau nécessaire à la production de papier étant souvent peu contrôlées et sécurisées et le process de production encore papivore et polluant. Il aura fallu attendre les 25 dernières années du XX^e siècle pour que le recyclage du papier et de l'eau soient suffisamment performants pour être rassuré sur le sort des forêts comme sur celui des rivières, sous réserve bien sûr que les industriels jouent le jeu et que les salariés et les représentations territoriales soient vigilants.

Les progrès réalisés en la matière permettent d'affirmer que cette activité peut très bien s'harmoniser avec les critères imposés de protection de la nature, grâce à une ingénierie spécifique à la papeterie à partir d'une qualification acquise entre autres, en France, au Centre technique du papier de Grenoble (CTP). « *Sur ce thème, nous précise Carlos Tunon, la difficulté actuelle n'est pas dans la composition d'une eau transitaire quasiment rendue propre à la nature, voire plus qu'à l'origine, mais sa température qu'il faut réduire à la sortie des process pour ne pas déstabiliser l'écosystème.* »

UN MONDE DU TRAVAIL PAPETIER BIEN ANCRÉ

Le salariat de l'industrie papetière subit la pression de la demande de compétitivité qui n'a pas changé sur le fond depuis l'usine de « papa ». Ce qui a changé, c'est le cadre et les recompositions permanentes de structures en fonction des critères de rentabilité demandés par les grands groupes de pression financiers amenant au délitement des relations sociales. Le personnel est très qualifié dans sa moyenne, avec son ingénierie et ses ouvriers qualifiés aguerris à la maintenance électromécanique et capables de gérer une chaîne de production diversifiée, 24 heures sur 24 et toute l'année.

La performance est assez contraignante pour qu'elle ait généré une convention collective plus avantageuse que d'autres avec des salaires décents. Le rôle du syndicat CGT des papetiers, créé en 1900 et rejoignant les imprimeurs en 1986, lors de la création de la Filpac, a été déterminant



Sortie de la pâte arrosée



Coloration et séchage du papier



(...) La pérennité se gagne par une vigilance permanente des élus du CSE qui veillent au grain à chaque tentative de remise en cause des accords (...)

Carlos Tunon, secrétaire général de la Filpac CGT et ancien responsable syndical de Canson



et reste encore très actif pour défendre tant l'outil de travail que les intérêts des salariés confrontés à un contexte de plus en plus dur. Il joue même un rôle de résistance stabilisatrice dans la fournaise des recombinaisons monopolistes du concert des concurrences multinationales. Les syndicalistes du Papier savent anticiper pour défendre les salariés et trouver des solutions qui empêchent un retour en arrière social rampant, comme c'est malheureusement le cas dans de nombreuses professions qui n'ont pas la chance d'avoir connu une histoire syndicale et solidaire aussi vigilante et expérimentée.

L'USINE CANSON EN EXEMPLE

L'usine Canson d'Annonay, au nord de l'Ardèche, réalise un chiffre d'affaires d'environ 100 millions d'euros, avec ses quelque 250 salariés et 30 intérimaires. Bien que classée au-delà de la 50^e place des entreprises papetières françaises, elle est un de ses fleurons, tant au niveau de la qualité de ses productions qu'à celui d'une réputation culturelle positive liée à un savoir-faire ancestral. « Elle aurait pu disparaître après 67 ans d'existence », nous dit Carlos Tunon, secrétaire de la Filpac CGT et ancien responsable syndical de l'entreprise, « mais l'action du syndicat, conjuguée avec les acteurs publics et privés de la région, du département et de l'entreprise, a permis, en 2016, l'élaboration d'une solution industrielle fiable en collaboration avec le groupe italien FILA dont l'entreprise est désormais une filiale ». Pour lui, rien n'est jamais acquis et « la pérennité se gagne par une vigilance permanente des élus

du CSE qui veillent au grain à chaque tentative de remise en cause des accords qui garantissent tant l'emploi que les conditions de travail ».

LA PÉNIBILITÉ D'UN CÔTÉ, LES PROFITS DE L'AUTRE

Les salariés ne sont pas pour autant à la fête avec des rythmes soumis à la production en continu qui obligent à des rythmes en équipe de 2/8, 3/8, voire 5/8 qui ne facilitent pas la communication et la fraternité collective même si elle résiste à partir des rapports positifs avec la vie sociale et démocratique des territoires. Les conditions de production sont aussi épuisantes pour la santé, d'où la pression syndicale pour inscrire inlassablement la pénibilité au programme des négociations annuelles (NAO).

« L'entreprise a passé positivement la période Covid, dans des conditions inverses de bien d'autres entreprises, la demande de production étant plus élevée dans le contexte du confinement. Ce qui peut fragiliser la suite, ce sont les retombées de l'inflation du coût de l'énergie et des matières premières liées aux conflits certes, mais surtout à la volonté des groupes d'influence financière de profiter de l'occasion pour augmenter leurs marges, ce que prouve le tableau ubuesque de l'évolution des bénéfices affichés en boucle et relayés par la presse économique. Canson et le groupe FILA n'échappent pas à la règle de ces pressions », poursuit Carlos Tunon. Dans ce contexte, l'augmentation du prix du papier qui a augmenté de 41 % depuis 2022 pénalise les industries du livre et d'autres comme la photographie professionnelle, particulièrement touchée, notamment quant à l'utilisation des grands formats, ainsi que la consommation populaire (papier toilette, etc.). Elle fragilise ainsi l'avenir de Canson comme celle de tout le secteur papetier.

LES DEUX JAMBES DE CANSON

L'usine Canson a deux jambes, celle de la transformation à Annonay sur le site du Grand Mûrier en relation avec les productions du groupe FILA et celle de la production du papier au bord de la Deûme au Moulin du Roy à Saint-Marcel-lès-Annonay. En 2017, « plus de 5 millions d'euros ont été investis par Canson dans un nouvel entrepôt logistique de son fief

d'Annonay, pour distribuer tous les produits du groupe italien Fila dans une grande partie de l'Europe (blocs, albums, feuilles, pochettes, rouleaux, jusqu'à la pâte à modeler, aux pinceaux, crayons et autres outillages périphériques) », nous apprend le journal *Usine Nouvelle*. Ce site industriel comporte un espace de stockage impressionnant, 39 346 m² répartis entre un atelier de transformation (8 000 m²), un magasin de stockage de bobines (2 500 m²), des magasins de stockage de produits finis et d'expédition (15 000 m²) et de stockages divers (1 000 m²) et une partie réservée à la transformation. Le système informatique qui permet le triage des éléments de distribution est particulièrement performant et permet de répondre dans les temps aux exigences du marché.

LE PAPIER SORT DE L'EAU

La seconde jambe, l'Usine des Mûriers a bénéficié d'un investissement d'environ 1 million d'euros. Elle est aujourd'hui opérationnelle et tourne à plein régime. À partir d'une pré-

paration des ingrédients (cellulose, coton et autres produits), dans le cadre d'une « cuisine » très élaborée après broyages et mélanges, la machine intègre une pâte bien arrosée et la fait avancer dans une série de process échauffants, rejetant l'eau et colorant à la demande, avec un choix de 150 nuances possibles, qui la conduisent tout droit au sommet pour constituer une bobine dite mère dont on sortira des bobines « filles » pour arriver à la conclusion, la feuille de papier, avec les caractéristiques de couleur, de format et de grammage demandées pour être ensuite dirigée vers la transformation.

L'Usine Nouvelle a mis en évidence l'excellence de cette entreprise : « *La papeterie ardéchoise est toujours dépositaire de son brevet de teinture en masse du papier signé de la main de Napoléon à Wagram en juillet 1809.* » Autant dire que cette entreprise hors du commun mérite bien son musée Canson & Montgolfier de Davezieux qui remonte le temps pour nous faire partager les merveilles de créativité du monde de Canson à travers les siècles. ●

UNE HISTOIRE BIEN FRANÇAISE

Le musée des Papeteries Canson et Montgolfier n'est pas seulement un musée de l'industrie de « l'usine d'à côté ». C'est le fleuron d'une histoire forte qui témoigne de l'évolution d'un brillant savoir-faire depuis la fin du Moyen-Âge à nos jours. Reportage « sur le papier ».

La fabrication du papier dépend de quatre principaux acteurs, l'eau et la forêt, mais aussi du tissu sous forme de chiffon, de l'activité chimique permettant la diversification de son emploi et, ne l'oublions pas, l'être humain qui, depuis l'invention chinoise, a donné au papier ses lettres de noblesse, canalisateur des cultures et des modes de vie sur notre bonne vieille terre. Marie Hélène Reynaud, conservatrice du musée, présidente de l'association des Amis du musée, veille au grain de la mémoire, avec des acteurs de l'entreprise Canson et de l'agglomération d'Annonay.

Les maîtres du papier

Anciennement professeure d'histoire, Marie Hélène Reynaud a conçu une documentation pédagogique qui permet aux enfants et à leurs aînés de s'intégrer à la passion de cette activité. En France, la fabrication du papier date du XIV^e siècle. Mais, nous dit Marie Hélène Reynaud, fille de papetier et fière de l'être, « *ce sont les frères Johannot qui, en 1634, débiteront cette grande saga du papier qui a tenu le coup jusqu'à nos jours au nord de l'Ardèche.* »

Plusieurs arbres généalogiques de grandes familles papetières illustrent, sous l'Ancien Régime comme après la Révolution française, le dynamisme de cette activité qui accouchera de l'entreprise Canson & Montgolfier en 1881. De la société féodale à celle qui aboutira au capitalisme industriel,



Marie Hélène Reynaud, conservatrice du musée



la captation de l'ingénierie par les maîtres papetiers sera constante. Quelques noms ont, entre autres, marqué la progression de la performance industrielle papetière : en 1634, Mathieu Johannot, qui vendra un papier de grande qualité à l'imprimeur Didot ; les frères Montgolfier, qui inventèrent le papier Velin français et dont le talent valut leur anoblissement en 1783 et, parmi eux Joseph, cette fois DE Montgolfier qui brilla aussi par son audace à concevoir le fameux ballon (aérostat) ; à la suite d'un mariage entre les Montgolfier et les Canson, Étienne de Canson, ami du futur révolutionnaire Auguste Blanqui, se consacra à la modernisation de la papeterie. Il aura l'idée de la création du barrage du Ternay dont il fera les premières études techniques.

La sueur d'un dur labeur

Une part importante du musée est consacrée à la condition des ouvrières et ouvriers de la papeterie à travers quatre siècles d'histoire. Du XVIII^e à la première moitié du XX^e siècle, l'activité papetière d'Annonay vivra le paternalisme industriel, associé à l'éducation catholique, le clergé éducateur étant payé

par le maître papetier. Une reconstitution de la chapelle rappelle cette époque révolue pendant laquelle les personnels de l'entreprise vivaient quasiment en vase clos, logés, assez bien nourris, suffisamment éduqués pour faire de bons ouvriers et, malgré les maladies professionnelles et bien des drames liés à la dureté des rythmes de travail, nettement mieux traités que dans d'autres professions industrielles. Gageons toutefois que les travailleurs du papier auront bien mérité une médaille du travail offerte par la République en 1896 et exposée en bonne place dans les collections du musée. ///

STENAY : AUTOPSIE D'UNE PAPETERIE



On y a cru, vraiment, et pourtant, Stenpa Stenay, c'est fini. Mais qu'est-ce qui n'a pas fonctionné dans ce projet de reprise étudié dans les moindres détails avant d'être approuvé par tous les partenaires, il y a un peu plus d'un an ? Il s'agit probablement d'un sabotage calculé, au mépris des 124 salariés passés par pertes et profits.

 ANNE DUVIVIER

Il y avait eu des mois de travail acharné et commun, intersyndicale, mairie, services de l'État pour sauver la papeterie meusienne, indispensable pourvoyeur d'emplois locaux sur un territoire déjà appauvri. On se souvient de l'émotion et de l'espoir qui avaient accueilli la promesse d'investissements pour 4 millions d'euros, de modernisation de l'outil de travail et de pérennité de l'emploi, qu'apportait dans ses bagages le directeur slovène, nommé par le repreneur allemand, Accursia (cf. *Impac* n°193). Il n'aura pas fallu plus de neuf mois à ce dernier, bien aidé par l'ancien propriétaire, pour s'asseoir sur cet engagement et couler la papeterie. Alain Magisson, secrétaire Filpac CGT du CSE, reste acteur de cet épilogue. Amer, écœuré, fatigué par des mois de lutte, de négociations, d'espoirs déçus, mais toujours déterminé à faire connaître les responsables de ce naufrage et à récupérer auprès d'eux jusqu'au dernier centime possible, afin d'aider les salariés en détresse. On le joint à l'usine, donnant bénévolement un

Redressement judiciaire de la papeterie Stenpa, les syndicats terminés passent à l'offensive judiciaire



Coup de fin pour la papeterie Stenpa de Frédéric Mehlhoff / France Télévisions

Les syndicats de la papeterie Stenpa à Stenay (Meuse) lancent jeudi 25 juillet un ultimatum au groupe Ahlström

100% | 2024 | 2024 | 2024

La papeterie Stenpa est placée en liquidation judiciaire : 130 emplois bientôt supprimés

Par Frédéric Mehlhoff

Publié le 25 juillet 2024 à 17h35

100% | 2024 | 2024 | 2024

Accursia Ahlström Partager Accursia

Après son rachat par le fonds allemand Accursia Capital, la papeterie de Stenay vient d'être placée en liquidation judiciaire. En réaction, les syndicalistes dénoncent un abandon de la part de l'actuel et de l'ancien actionnaire, Ahlström.



LIQUIDATION EN GRAND EST

coup de main au commissaire-priseur pour évaluer à sa juste valeur tout le matériel, des machines aux produits chimiques, qui vont être vendus et permettront de glaner encore quelques maigres subsides pour les salariés. Avec l'équipement, c'est aussi le métier et le savoir-faire de la papeterie centenaire qui s'en vont, bradés en pièces détachées. À la question naïve : « Pourquoi avoir repris l'usine si c'était pour ne pas investir ? », Alain en retourne une autre : « Est-ce que ce n'était précisément pas l'intérêt des uns et des autres ? » Et il explique comment l'ancien propriétaire, le groupe finlandais Ahlström, a utilisé à son seul bénéfice la loi Florange, qui bien qu'imposant de chercher un repreneur, ne profite pas forcément aux salariés : « S'il avait dû fermer l'usine, il aurait dû faire dépolluer le site, gérer les congés de reclassement etc. Il lui en aurait coûté entre 30 et 32 millions. Au lieu de quoi il n'a dû verser à Accursia que 15 millions, ce qui correspond à la valeur du stock, et ce qui restait, il s'en est servi pour fermer Bousbecque ! »

MENSONGES ET DOUBLE-JEU

En attendant de mettre sur pied comme promis un service commercial opérationnel, avec un système informatique modernisé, il est convenu que Stenpa travaillera encore temporairement avec l'ancien, celui d'Ahlström. Qui s'empresse de ne pas jouer le jeu, fait croire aux clients que la tonne de papier vendue en réalité 1 300 euros, leur coûtera 1 600 euros et propose obligeamment de leur fournir un autre prestataire au prix de... 1 300 euros. Si ça ne s'appelle pas essayer de tuer l'entreprise, on ne voit pas bien ce que c'est. À ce compte-là, l'usine qui pour se relever devrait produire 4 000 tonnes de papier par mois ne reçoit que de 400 à 1 500 tonnes de commande et épuise sa trésorerie. Après avoir promis que le papier couché resterait à Stenay, Ahlström qui le fait produire ailleurs, se pose de fait en concurrent.

Quant aux investissements, on n'en voit pas la couleur et Accursia, dans une lettre adressée au CSE rejette la faute sur Ahlström, qui « savait



« Mais pourquoi ne l'auraient-ils pas fait puisque ça leur coûte zéro euro. Et quand je dis zéro euro, c'est vraiment zéro euro ! »

Alain Magisson, délégué CGT



pertinemment que le business plan était irréaliste ».

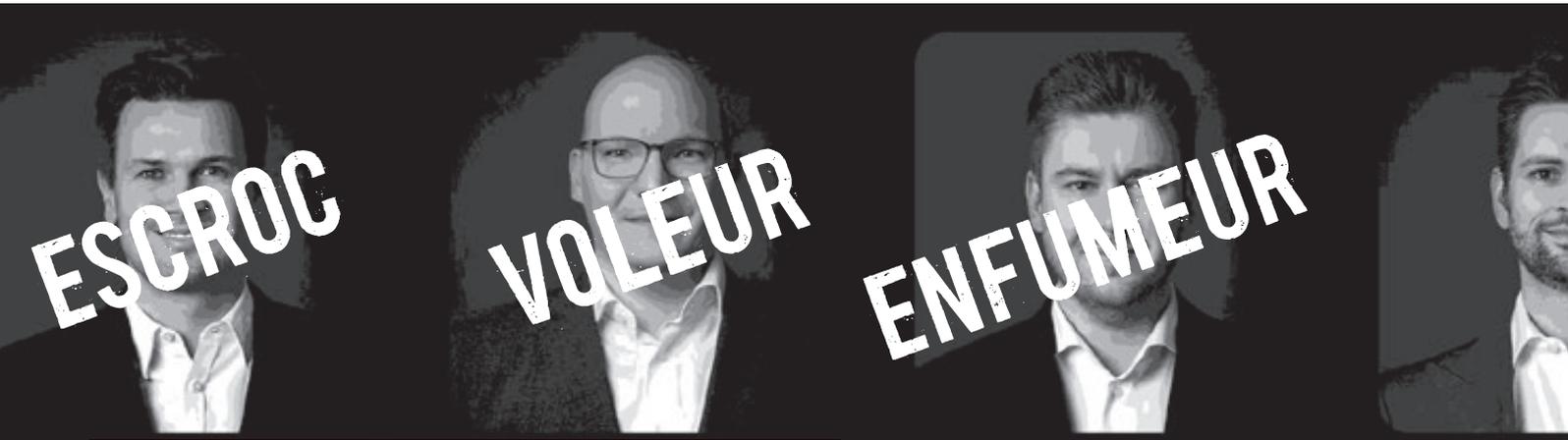
Le repreneur explique sans rire qu'il n'a pas les moyens de réaliser les investissements annoncés, que c'est à l'usine d'emprunter sur les marchés, et qu'il s'est fait avoir par Ahlström... Alain Magisson réclame des preuves à l'appui de ces dires, pour les verser au tribunal, puisqu'il a déposé une plainte (en cours d'instruction). Silence radio chez Accursia.

S'il y a eu transaction discrète entre Accursia et Ahlström, personne de chez eux n'ira s'en vanter et personne de chez Stenpa ne pourra la dénoncer. « Pourquoi ils ont fait ça ? Mais pourquoi ne l'auraient-ils pas fait puisque ça leur coûte zéro euro. Et quand je dis zéro euro, c'est vraiment zéro euro ! »

ACCURSIA SOURD ET MUET

En juin, las de n'obtenir aucune réponse à leurs relances, Matej Kurent, le directeur, et Alain Magisson se rendent carrément au siège d'Accursia en Allemagne, à Munich. Ils sont reçus avec un dédain et une désinvolture qui stupéfient Alain. On imagine que dans un film, la scène paraîtrait un peu outrancière. Le représentant du groupe a l'air de s'embêter ferme et crayonne ostensiblement des petits dessins sur un bout de papier, sans lever les yeux sur ses interlocuteurs. Ils repartent toujours sans réponse et même le directeur qui semble déterminé à employer toute son énergie à sauver l'usine, accuse le coup.

En juillet 2024, la direction décide le placement de la société en redressement judiciaire, histoire



CEO Martin Scheiblegger
 Managing Director Swen Graf
 Operations Director Richard Schuster
 Investment Manager Johannes Smola



de se donner quelques mois de répit et de trouver un nouveau repeneur de parole. Mais rien n'y fait et le 8 novembre, le tribunal de Bar-le-Duc prononce la liquidation.

Le directeur du site qui avait l'air tellement impliqué et sincèrement indigné par l'attitude d'Accursia, disparaît, immédiatement recasé par le groupe. « *On va de déconvenue en déconvenue* » commente Alain.

Quelques éléments d'espoir cependant : ces affaires récurrentes, des fonds de retournements qui reprennent les entreprises pour les laisser couler, commencent à intéresser les médias. Le préfet, Xavier Delarue, présent et actif depuis le début, veut conscientiser les services de l'État. L'intersyndicale est toujours vivante. Elle s'est même offert un petit succès jouissif, avec un vice de procédure électorale

Stenay ne fêtera pas cette année, comme prévu, les cent ans de sa papète. Là aussi, c'est « *Silence dans la vallée* ».

pas respectée par la direction, ainsi que l'avocat de cette dernière, spécialisé en droit du travail mais apparemment moins compétent que les camarades du CSE. Il s'est fait remballer par l'inspectrice du travail et il leur en coûtera un peu d'argent. C'est toujours ça de pris, parce qu'on n'obtient rien pour les salariés dans une liquidation, pas même de mesure d'accompagnement.

Stenay ne fêtera pas cette année, comme prévu, les cent ans de sa papète. Là aussi, c'est « *Silence dans la vallée* ». * Dans un document de juillet 2023 intitulé *Accursia Capital – Stenay - Créer de la valeur grâce aux situations spéciales* et rédigé dans la langue de bois inhérente à ce genre d'exercice, on lisait en bas de la page 23 « *l'objectif clair d'Accursia (sic) est de créer une perspective à long terme pour les salariés de Stenay* ».

Ça au moins, c'est devenu limpide. On leur a infligé une vraie perspective à long terme de drame humain et social. ●

* Titre d'un documentaire de Marcel Trillat (2007) sur la liquidation des ateliers Thomé-Génot, dans les Ardennes voisines.

DIAGORIS

EXPERTISE

NOTRE EXPERTISE AU SERVICE DE VOTRE ENGAGEMENT

Cabinet d'Expertise Comptable Inscrit au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables.

MISSIONS D'ASSISTANCE EN VUE DE LA CONSULTATION SUR:

La Situation Économique et Financière

ARTICLE L2323-12 DU CODE DU TRAVAIL

La Politique Sociale, les Conditions de Travail et l'Emploi

ARTICLE L2323-15 DU CODE DU TRAVAIL

Les Orientations Stratégiques

ARTICLE L2323-10 DU CODE DU TRAVAIL



01 42 17 04 15 – contact@diagoris.fr
43 Rue de Rennes, 75006 Paris

DIAGORIS.FR

**ÇA ne se recharge pas,
c'est incassable,
ça ne tombe pas en panne,
ça ne consomme pas d'énergie,
c'est mis à jour régulièrement
sans votre intervention,
c'est recyclable à 100 %.**

Ça s'appelle une affiche.

| Levons le nez de nos écrans. Informons-nous avec l'affichage |

C'est justement l'imprévisible qu'il faut prévoir

La prévoyance, avec la santé, la retraite et l'épargne, est l'un de nos sujets essentiels au quotidien, depuis plus de 100 ans.

Notre mission, c'est d'anticiper et d'être aux côtés de nos assurés et de leurs bénéficiaires lorsqu'un événement grave survient :

- nous sommes là pour protéger les revenus en cas d'incapacité ou d'invalidité et verser un capital en cas de décès,
- et nous sommes là également pour les soutenir dans ces épreuves.

Aides psychologiques, aides pour les démarches administratives, site communautaire Aidons les nôtres... : nous accompagnons nos assurés en leur proposant une prise en charge complète, et surtout, personnalisée.

www.ag2rlamondiale.fr

Notre responsabilité, c'est d'être présent à tous les moments, et tout au long de la vie. Seule une société de personnes comme AG2R LA MONDIALE, non cotée en bourse et dirigée par ses assurés, peut proposer une approche aussi complète pour protéger ses assurés.

Prévoyance
Santé
Épargne
Retraite



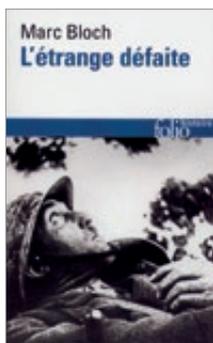
AG2R LA MONDIALE

Prendre la main
sur demain



L'étrange défaite

 GEORGES KAPLAN



Jun 40. À la stupéfaction générale (et internationale), la France, face à l'invasion allemande, s'effondre en à peine plus d'un mois. Marc Bloch, que Macron a décidé de panthéoniser prochainement (voir notre commentaire au début de ce magazine) assiste aux premières loges, sidéré, au désastre. Pour cet universitaire, historien de renom et aussi, à cet instant, officier patriote, intègre et profondément

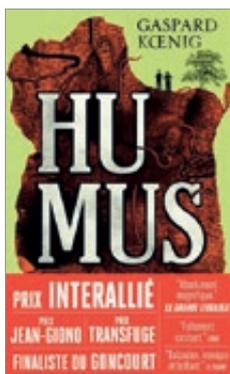
républicain, cette défaite est un traumatisme. Comment la troisième puissance mondiale (à cette époque) a-t-elle pu à ce point être submergée aussi rapidement par une attaque foudroyante dont on peut affirmer qu'elle était on ne peut plus prévisible ? Marc Bloch est un ancien combattant, médaillé de 14-18, qui n'a pas hésité à rempiler à 53 ans en 1939 et qui est devenu, malgré lui, le spectateur impuissant de l'incurie militaire française. Il décide donc, dans le silence de l'été de la défaite, de mettre en forme quelques réflexions sur cette débâcle. Tout le monde en prend pour son grade, si on peut dire. Le corps militaire d'abord, quand il fustige les officiers supérieurs dont la morgue, l'incompétence (à quelques exceptions près) voire la lâcheté, ont conduit à cette débâcle. À propos du haut commandement, il parle d'un état-major « *enfermé derrière un mur d'ignorance et d'erreur, en désaccord avec la vie politique du pays et qui ont estimé très tôt naturel d'être battus* ».

Les militaires français, empêtrés dans une stratégie défensive étaient en retard d'une guerre. Pas plus qu'il n'épargne les politiques et le régime parlementaire, coupables d'un républicanisme pantouflard, dicté par un pacifisme hors d'actualité, qui les a conduits à toutes les faiblesses diplomatiques face à un adversaire sans scrupule qui avait clairement annoncé la catastrophe à venir. Il n'est pas en reste non plus contre « *les élites intellectuelles et économiques de la bourgeoisie aigrie* » qui avaient toléré la démocratie tant qu'elle ne changeait pas l'ordre social des choses, mais n'avaient jamais accepté le Front populaire et qui voient dans la défaite de 40 l'occasion de le liquider. Cette analyse lucide et implacable ne sera publiée qu'en 1946. Marc Bloch, démobilisé, révoqué de l'université parce que juif, rentre dans la résistance en 1943. Ce citoyen républicain exemplaire sera arrêté par la Gestapo et fusillé en 1944. ●

L'étrange défaite, Marc Bloch, éditions Folio Histoire Gallimard, 336 pages, réédition de 1990, 13,10 €.

En vers et contre tous

 ANNE DUVIVIER



Le ver de terre, ça vous dit ? Si la réponse est non, vous n'êtes pas les seuls, comme le constatent deux étudiants d'Agro, le séduisant Kevin, issu d'un milieu modeste, et l'intello Arthur, fils à papa un tantinet plus coincé. Un prof un peu illuminé leur révèle les ressources insoupçonnées de ces bestioles, qui mieux que tout le reste, peuvent régénérer les sols et boulotter les déchets. Tandis que Kevin, coaché par une condisciple vénéneuse se lance dans une entreprise de compostage à grande échelle, Arthur,

flanqué de sa compagne fraîchement sortie de Sciences Po et aussi peu rompue que lui aux joies de la ruralité, entreprend de mettre en pratique ces excellents principes sur une terre familiale, malmenée par des années de chimie puis d'oubli. Leur amitié va voler en éclats en même temps que leurs illusions, jusqu'à une fin inattendue, genre de révolution écolo à mi-chemin entre le terrorisme et les gilets jaunes, mais se soldant par le même traitement policier, pas exactement bienveillant. Gaspard Koenig, quadragénaire essayiste médiatique, n'est pas un homme de gauche, mais peut-être pas un homme de droite non plus, en tout cas, pas classique. On se rappelle qu'il avait tenté de se présenter à l'élection présidentielle de 2022 pour promouvoir ses idées libérales, mais un nombre insuffisant de parrainages avait opportunément brisé son élan. Il connaît donc de l'intérieur ces milieux, gauche caviar-écolo tendance 6^e arrondissement, banquiers, jeunes investisseurs, qu'il dépeint avec talent et l'humour vachard qu'on réserve à ses pairs. On s'amuse beaucoup à suivre les héros dans leur quête laborieuse, sans pouvoir ignorer cependant le contexte chaotique, pour ne pas dire apocalyptique, dans lequel ils se débattent. Le capitalisme à bout de souffle, ce n'est pas une mauvaise nouvelle, mais le monde dans son ensemble aussi, comme on le sait bien, mais comme on feint de ne pas le savoir. Une seule probabilité, si ce n'est une certitude, les vers auront le dernier mot. ●

Humus, Gaspard Koenig, J'ai lu, juillet 2024, 509 pages, 8,90 €.



LOURMEL

Agir ensemble pour mieux vous protéger

Nous sommes la protection sociale des industries du message imprimé et digitalisé



Vous protéger, c'est prévenir,
assurer, accompagner, défendre.

Vous protéger, c'est se mobiliser,
œuvrer chaque jour, au plus près
de vos besoins.

Vous protéger, c'est agir.

Nous agissons avec vous, car face
aux risques, nous sommes plus
forts ensemble.

NOUS CONTACTER

VOUS ÊTES UNE ENTREPRISE

**Pour la gestion de vos contrats Santé,
Prévoyance, Retraite ou toute question :**

☎ 01 40 60 20 00

Contact mail depuis notre page www.lourmel.com
ou via votre espace abonné

**Pour souscrire un nouveau contrat
en Santé, Prévoyance :**

0 809 10 28 08 Service gratuit
+ prix appel Du lundi au vendredi
de 9h à 18h

✉ contact-entreprises@lourmel.asso.fr

VOUS ÊTES UN PARTICULIER - SALARIÉ OU RETRAITÉ

**Pour la gestion de vos contrats Santé,
Prévoyance, Retraite ou toute question :**

☎ 01 40 60 20 00

Contact mail depuis notre page www.lourmel.com
ou via votre espace abonné

Pour souscrire un nouveau contrat en Santé :

☎ 01 40 60 20 59

✉ contact-entreprises@lourmel.asso.fr

Pour contacter le service Action & Soutien :

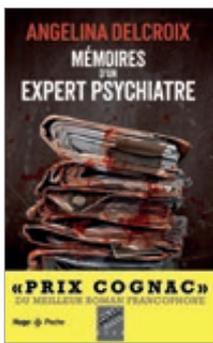
☎ 01 40 60 20 00

✉ action-soutien@lourmel.asso.fr



Qui n'est pas fou ?

AD



Déterminer si l'auteur d'un crime est responsable de ses actes ou si sa raison est abolie, en d'autres termes s'il relève de la prison ou de l'hôpital, requiert des compétences et un mental d'acier. Décider que cette personne, à la suite d'un parcours de soins, peut réintégrer la société sans danger pour quiconque est une autre affaire, l'erreur de jugement risquant d'entraîner des conséquences dramatiques. Adam,

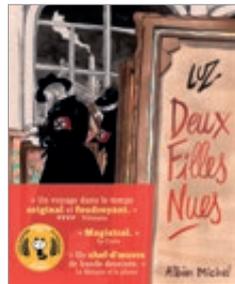
expert psychiatre près la cour d'appel de Lyon, prend sa retraite, après une carrière dense et passionnante, qu'il accepte de raconter pour un livre. Mais il n'a pas le temps de souffler. Des morts violentes se produisent autour de lui et il acquiert la conviction qu'un de ses anciens patients particulièrement dangereux et pervers en est responsable. On le suit dans sa traque, ainsi que sa fille et les gendarmes dans leurs doutes croissants à l'égard de cette obsession. Qui manipule diaboliquement qui ? Le conscient qui mime la folie ? Le fou qui mime la raison ? Où se situe le basculement ? Peut-on tuer sans être fou ? Le lecteur entraîné, aspiré plutôt, dans le huis clos des UMD (unités pour malades difficiles) se retrouve essoré et captivé.

L'auteure, Angéline Delcroix, nous apprend sa brève notice biographique, possède une licence de génétique, et s'est formée à la criminologie et à la psychothérapie, en école de gendarmerie. Des parcours à faire dresser les cheveux sur la tête, nul doute qu'elle en a vu défiler, et c'est certainement ce qui lui confère cette maîtrise remarquable dans l'art de balloter son lecteur au fil d'une intrigue dérangeante avant de le déposer, à la dernière ligne, aussi formidablement sonné que le héros. ●

Mémoires d'un expert psychiatre, Angéline Delcroix, Prix Cognac 2024 du meilleur roman francophone, Hugo Poche, 605 pages, 9,90 €.

Le tableau qui nous regarde

AD



L'idée est magnifique ! On ne regarde pas ce tableau, mais c'est lui qui nous regarde, depuis son esquisse, les premiers coups de pinceaux, quand il ne discerne encore quasiment rien, puis entrevoit petit à petit le peintre au travail. À mesure que la toile progresse, sa vision s'élargit, perçoit aussi le monde extérieur, un visage attentif qui envahit tout son espace, ou plus rien du tout quand le tableau est emballé. Une

image subjective, morcelée, factuelle, changeante.

1919. Le peintre allemand Otto Mueller peint *Deux Filles nues*. Le tableau est d'abord acquis par un collectionneur juif, puis confisqué par les nazis, jeté en pâture au public lors de la grande exposition de 1937 sur « l'art dégénéré », revendu à la fin de la guerre, restitué à la famille de son propriétaire légitime, puis finalement offert au musée Ludwig de Cologne, où on peut toujours le voir aujourd'hui.

Ainsi, *Deux Filles nues* est-il d'abord le témoin de la vie difficile d'Otto Mueller, qui va mourir de tuberculose, tout en fumant sans répit ; des années terribles que traverse l'Allemagne et dont les échos lui parviennent par bribes, comme en arrière-plan, ces SA ivres qui urinent sur la vitrine d'un commerçant juif en traçant une croix gammée dégoulinante sur la neige. Mais on le retrouve aussi, ou plus exactement on se retrouve à travers lui, le champ de vision obstruée par un bras qui emballe, enferme, transporte en train dont on ne perçoit plus, enserré dans les ténèbres du carton, que le bruit du roulement qui fait écho bien sûr à d'autres transports en wagons plombés ; le tableau est entassé avec d'autres toiles de réprouvés, voisinage prestigieux ; il va devoir assister à des défilés de personnages ignares, haineux, ou pleutres, mais aussi saisir fugitivement des regards heureux, lumineux, de pur émerveillement. Il faut dire qu'ironie de l'histoire, cette expo voulue infamante sur l'art dégénéré concentre les plus belles œuvres de ces années : Picasso, Kandinsky, Chagall, Matisse et tant d'autres, disséminés en sections « *Le nègre devient en Allemagne l'idéal racial de l'art dégénéré* » ; « *L'insolente moquerie du divin* » ; « *Comment les esprits dérangés voient la nature* » ; « *Leur idéal : crétins et prostituées* » ; « *L'aspiration juive à la sauvagerie se révèle* »...

Luz, dessinateur de *Charlie*, qui a échappé de justesse au massacre de ses amis, réalise là une œuvre graphique admirable, sous-tendue par un remarquable travail documentaire sur une époque et une idéologie qu'on avait enterrées avec un peu trop d'optimisme et dont la bêtise et la cruauté sont de nouveau à nos portes. ●

Deux Filles nues, roman graphique, textes et dessins : Luz, Albin Michel, octobre 2024, 196 pages, 24,90 €.



À CHAQUE ÉTAPE DE VOTRE MANDAT D'ÉLU AU CSE, NOS EXPERTS SONT À VOTRE ÉCOUTE...

01 FORMATION

Vous permettre
de mieux
connaître vos
droits et moyens
d'action

02 EXPERTISE

Vous éclairer
sur la situation
économique,
financière, sociale
et environnementale
de votre entreprise

03 CONSEIL

Vous permettre
de mieux utiliser
vos prérogatives
selon les
caractéristiques
de votre entreprise

04 NÉGOCIATION

Vous outiller
pour permettre
de construire
de meilleurs
accords

Prometéea est l'organisme de formation qui regroupe les activités de formation des cabinets ATLANTES et SECAFI. Par cette réunion de nos expertises, nous avons l'ambition d'offrir à nos clients représentants des salariés toute la palette des formations nécessaires à l'exercice de leurs mandats comme :

- Rôle et fonctionnement du CSE
- Prévention des atteintes à la santé qui font l'objet d'une réglementation spécifique
- Analyse économique
- Implication des instances dans la RSE
- Situations de contentieux...

Cette réunion d'experts vous donnera accès aux meilleurs formateurs sur chacun des sujets, à des contenus renouvelés et dynamiques grâce à une plateforme interactive d'accès aux supports de formation. Notre ambition est de vous proposer les programmes de montée en compétences les plus utiles à l'exercice de vos mandats.

AVEC NOS EXPERTS ET FORMATEURS, VOUS BÉNÉFICIEREZ DE :

40

ANS D'EXPÉRIENCE

≈ 300

EXPERTS
PLURIDISCIPLINAIRES

15

SPÉCIALITÉS
SECTORIELLES

8

IMPLANTATIONS
RÉGIONALES

2 500

MISSIONS
RÉALISÉES PAR AN

Quand on n'a que l'humour

JÉRÉMIE DEMAY

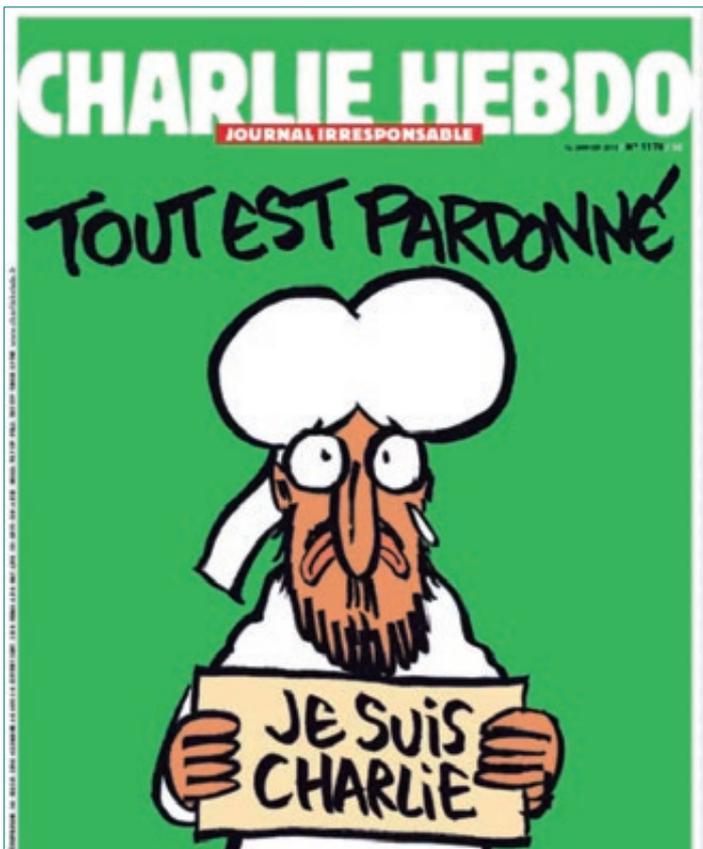
Dix ans déjà. Dix années à se demander s'il est vraiment possible de mourir pour avoir voulu faire rire. Dix ans à entendre les bien-pensants asséner qu'on peut rire de tout, mais pas avec tout le monde. Et puis, caricaturer une religion, ce n'est pas bien. Ça peut blesser, faire mal, et en plus, ce n'est pas drôle. Mais dans la même phrase, ils ajoutent, comme pour se dédouaner : « *Je suis Charlie !* » Une formule magique censée effacer l'absurdité de leurs propos. L'émotion est devenue un slogan, un outil pour mieux étouffer l'humour et l'information.

Ne pas comprendre le dessin de presse, et son histoire si particulière avec la France, c'est réécrire le passé. Oublier que le dessin de presse n'a qu'une fonction : caricaturer pour éveiller les consciences. En riant, en souriant, en se révoltant, en étant choqué, en restant vivant. Sauf qu'aujourd'hui, les étriqués du bulbe n'ont qu'un objectif : aseptiser les crayons pour un rire cosmétique. Un rire propre, lisse, inoffensif. Sur scène comme dans les pages des journaux, il

ne faut surtout pas faire de vagues. La peur du tribunal populaire des réseaux sociaux tue l'humour aussi sûrement que les frères Kouachi. Mais un monde où le rire est contrôlé, disons-le franchement, c'est chiant. Les fous de Dieu, eux, ne comprennent rien. Il leur en faut toujours plus. Ou plutôt, toujours moins. Moins de dessins, moins de blagues, moins de liberté, moins de cheveux qui dépassent, moins d'avortements, moins d'homos, moins de différences. Moins de vie, tout simplement. Ils invoquent le respect pour mieux nous faire taire. Combien de professeurs n'osent plus aborder les guerres de religion, quel qu'en soit le siècle ? Combien de dessinateurs de presse sont censurés pour avoir croqué un dieu ou un prophète avec le service trois pièces à l'air ? Aucune religion n'a le monopole de la bêtise.

Les dix ans de l'attentat contre *Charlie Hebdo* ne doivent pas être tristes. Le meilleur hommage, c'est de continuer à rire, à s'amuser les uns avec les autres. Bref, de s'éclater sans bombes et de se fendre la gueule sans lames de couteaux. Vous avez le choix des larmes. ●

Sauf qu'aujourd'hui, les étriqués du bulbe n'ont qu'un objectif : aseptiser les crayons pour un rire cosmétique.



LES SPÉCIALISTES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

40 ANS D'EXPÉRIENCE

auprès des CSE.
Spécialiste des Organisations Syndicales,
présent auprès de plus
de 40 Fédérations,
UD, UL et Comités Régionaux.

- . Expertises Comptables
- . Formations
- . Commissariat aux comptes

**40 EXPERTS
QUI VOUS SONT PROCHES**

CO·EX·CO

CONTACT : 53 - 55, avenue d'Italie CS 60453

80094 AMIENS CEDEX 3 - Tél. : 03 22 53 27 47 - Fax : 03 22 53 27 49

Siège social : 11, rue des Immeubles Industriels CS 41132 75543 PARIS CEDEX 11

Tél. : 01 43 73 90 79 Fax : 01 43 73 92 52

Site : www.coexco.com

AU CŒUR DU
LANGUEDOC-ROUSSILLON

DÉCOUVREZ LE

Camping Le Navarre

à VIAS-PLAGE (HÉRAULT)

Un camping à taille humaine,
familial et ouvert à tous

Tarifs particuliers 2025

LOCATION MOBIL-HOME Les arrivées se font à partir de 15H30
Locations du samedi au samedi uniquement en haute saison

EMPLACEMENTS CAMPING
(TENTES, CARAVANES, CAMPING-CAR)

Les arrivées se font à partir de 14H

BASSE SAISON : 05/04 au 05/07 et du 30/08 au 20/09
HAUTE SAISON : du 05/07 au 30/08

OFFRES WEEK-END

BASSE SAISON uniquement

(2 nuits minimum) À partir du 3 mai
MH standard : 2 nuits : 110€ / 3 nuits : 130€
4 nuits : 140€
MH confort : 2 nuits : 140€ / 3 nuits : 160€
4 nuits : 170€
Au delà de 4 nuits : semaine facturée

PRESTATIONS LINÉAIRE CAMPING

(ouverture - fermeture)
Emplacement 6 personnes : 2 500€
Forfait animal (Maximum 2) : 80€
Garage mort (fermeture - ouverture) : 170€
Électricité au réel

Promotions

Mobil Home

(4 semaines)
du 03/05 au 05/07

4 pl. 900€
4 pl. confort 980€
6 pl. 950€
6 pl. confort 1020€

Pour toute location
entre 05/07 et le 26/07 2025
une semaine achetée,
la deuxième à 50%
(Sauf gamme Confort / offre non
cumulable avec les autres promotions)

Mobil Home

(2 semaines)
du 05/04 au 05/07
et du 30/08 au 20/09

-20% sur le tarif de location

Mobil Home

(3 semaines)
du 30/08 au 20/09

4 pl. 750€
4 pl. confort 820€
6 pl. 850€
6 pl. confort 920€

N'HESITEZ PAS À NOUS CONTACTER !

Pour tout séjour de groupe
(centres de loisirs, regroupements sportifs...)
nous proposons des tarifs avantageux !
Les CSE sont également les bienvenus.

AMIS LECTEURS D'IMPAC

-10% sur votre séjour
(offre non cumulable avec les autres promotions)

Renseignements au 04 67 21 64 05 / campingenavarre@gmail.com